

Mbandjok ou les promesses d'une ville
liée à un complexe agro-industriel sucrier
(Cameroun)¹

J.-C. BARBIER
sociologue ORSTOM

J. TISSANDIER
géographe ORSTOM

Centre des Sciences Economiques et Sociales (C.S.E.S.)
Centre Géographique National (C.G.N.)
Institut des Sciences Humaines
ONAREST - YAOUNDE

1) Article déjà paru dans la collection Travaux et Documents de l'I.H.S., n° 5, Yaoundé, 1977, 128 p. multigr.

sommaire

REMERCIEMENTS

INTRODUCTION

- I Le choix de Mbandjok
- II Le complexe agro-industriel
- III Une ville avortée ?
- IV Les difficultés d'un devenir urbain

CONCLUSION

EPILOGUE 1977

PLANCHES PHOTOGRAPHIQUES

TABLE DES MATIERES

remerciements

Les autorités administratives locales ont apporté leur concours indispensable à la réalisation de nos enquêtes¹ et nous ont assuré de leur bienveillance.

Les responsables de la SOSUCAM ont aimablement mis à notre disposition leur propre expérience des problèmes agricoles et industriels et leurs fichiers du personnel.

Les autorités traditionnelles vuté, les commerçants de Mbandjok, les vendeuses sur les marchés, les exploitants agricoles, les familles que nous avons enquêtées, nous ont tous réservé un accueil positif et ont ainsi collaboré activement au recueil des données statistiques que nous publions dans ce document. Leur participation à nos enquêtes a souvent été pour eux, l'occasion d'exprimer les problèmes qui rendent la vie à Mbandjok souvent difficile.

M. BERGEOT, élève de l'Ecole Polytechnique de Paris, en stage à l'ORSTOM pour la durée de ses congés scolaires 1970, a collaboré efficacement au recensement démographique de l'agglomération de Mbandjok.

MM. MBALA NKANA Benoît et SEATI Martin, collaborateurs techniques de géographie, ont réalisé plusieurs enquêtes sur le terrain en 1970 et 1971, et en ont assuré le dépouillement.

Que tous trouvent ici l'expression de nos remerciements.

1) Sujet de recherche n° 5 333 des accords ORSTOM/ONAREST.

introduction

En 1963 le Cameroun importe quelques 9 000 tonnes de sucre. Les besoins industriels en absorbent le tiers et leur demande ne cesse de croître. La consommation par habitant n'est encore que d'un kilo par an mais sa tendance est à une augmentation rapide. Le Cameroun se décide, à l'image de son voisin congolais dont il est tributaire pour son approvisionnement dans ce domaine, à promouvoir sa propre production sucrière. Un décret de 1963 attribue une concession de 10 000 ha à la Société Sucrière du Cameroun (SOSUCAM), entreprise d'économie mixte associant l'Etat Camerounais, la SOMDIAA¹ et des intérêts privés².

La SOSUCAM s'installe ainsi à Mbandjok, à 100 km au nord-est de Yaoundé, dans la zone de transition entre la forêt et la savane. L'objectif qui lui est fixé est de fournir 15 000 tonnes de sucre dès 1970, et de couvrir ensuite les besoins du pays. L'utilisation d'une importante main-d'oeuvre laisse entrevoir la naissance d'une agglomération de 10 000 habitants vers 1970.

L'installation d'un tel complexe agro-industriel constitue-t-elle un ferment suffisant pour faire naître une ville? L'expérience de Jacob, devenue rapidement la troisième ville du Congo pouvait le laisser penser aux responsables de la SOSUCAM qui avaient connu quelques années plus tôt le développement de l'industrie sucrière congolaise. Aussi un effort a-t-il été tenté pour que Mbandjok ne devienne pas un vaste camp de travailleurs, mais une véritable ville.

Une visite à Mbandjok en 1971 nous montre qu'il en est allé autrement. Mbandjok n'est certes pas un camp de travailleurs. Elle n'a pas pris non plus les apparences d'un gros village. Mais elle n'a pas de toute évidence, tenu les promesses d'une ville.

1) SOMDIAA : Société Multinationale pour le Développement des Industries Alimentaires Agricoles.

2) La participation au capital social de la SOSUCAM (1 450 millions F CFA en 1973) se répartit comme suit :

- Etat et Société Nationale d'Investissements	36 %
- SOMDIAA	45
- Shell Cameroun	6
- Groupe de Banques (BICIC, BIAO, SOB)	6
- Petites sociétés françaises	5
- Divers	2

I - le choix de Mbandjok

le pays vuté

Les Vuté¹, installés au début du XIX^e siècle dans la région de Banyo et de Yoko, se sont avancés vers le sud jusqu'à franchir la Sanaga. Ils ont ainsi installé un "flot" de plusieurs villages, dont celui de Mbandjok, dans l'appendice de savanes arbustives qui pénètre en coin, jusqu'au quatrième parallèle, dans le domaine forestier (fig.1)

Cette progression vers le sud des Vuté est essentiellement due à la poussée des Fulbé qui s'établirent à Banyo en 1830 et à Tibati en 1835. Une partie des Vuté resta sur place et fut intégrée dans les lamidats fulbé. D'autres par contre préférèrent quitter leur territoire pour descendre plus au sud où ils formèrent des principautés guerrières. Ils réussirent à résister à la pression fulbé avec laquelle ils trouvèrent un modus vivendi : un tribut à verser sous forme d'esclaves aux Fulbé de Tibati. Les Vuté mirent un tel zèle dans leur rôle d'intermédiaire que les groupes bété les plus septentrionaux durent franchir la Sanaga et se réfugier en zone forestière, abandonnant aux Vuté toute la zone des savanes du Centre, entre le rebord sud du plateau de l'Adamoua et la vallée de la Sanaga. Quelques raids conduisirent cependant les Vuté au sud de ce fleuve, quand la végétation n'opposait pas d'obstacle à leurs cavaliers. C'est ainsi qu'ils s'installèrent dans les savanes de Mbandjok et poussèrent des pointes jusqu'aux portes de Yaoundé : à la veille de la pénétration allemande, leur avant-garde se trouvait au village de Nkométou, à 20 km seulement de l'actuelle capitale.

Dotés de cette puissance guerrière, les Vuté se reconvertirent difficilement dans le contexte colonial.

Abondamment utilisée par les troupes coloniales allemandes puis françaises, la population masculine vuté déserta ses villages. Selon une étude de J. SIEBER, publiée en 1925², plus du quart des hommes avaient été enrôlés dans l'armée allemande. Dans le village de Ndoumba

1) Sont également dénommés «Ba-Buté» par les populations voisines bantoues, le préfixe «ba» signifiant dans les langues bantoues «les gens de...». Les Vuté n'appartenant pas à cette même famille linguistique, nous pouvons nous dispenser de ce préfixe. Nous écrivons les noms des ethnies selon une orthographe simplifiée où chaque lettre représente un son distinct selon les principes de la transcription phonétique. C'est ainsi que le son «ou» français sera écrit «u».

2) SIEBER (J.) - Die Wute

Dietrich Reimer, Berlin 1925 (traduction française de H. REILLY - Archives ONAREST Yaoundé).

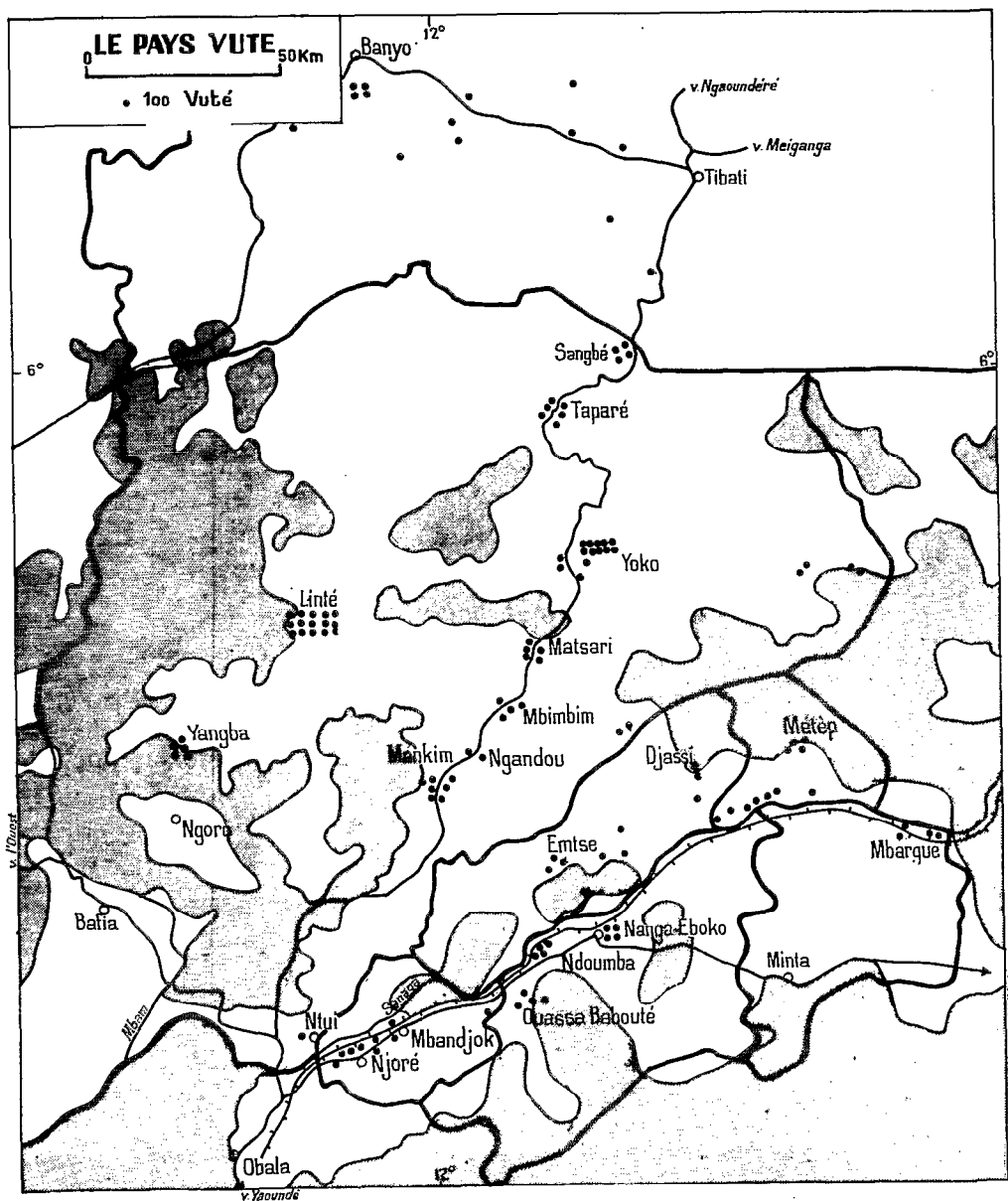


Fig. 1

actuellement Nguila), "forteresse" vuté du début du siècle, un médecin allemand dénombrait 452 femmes pour 203 hommes seulement lors d'une campagne de vaccination en 1915.

Le portage aggrava ce déséquilibre. Lorsque Yaoundé était encore le terminus de la route carrossable et Eséka celui du chemin de fer, les marchandises devaient être acheminées à dos d'hommes vers ces deux centres. Les régions de Yoko et de Nanga Eboko furent durement sollicitées.

Elles le furent encore un peu plus tard, lors de l'ouverture des chantiers de construction de routes et de voies ferrées et lors des recrutements pour le travail obligatoire sur les grandes plantations. Pour échapper à ces contraintes, de nombreux Vuté trouvèrent un refuge dans les centres urbains. "Les gros centres de rassemblement de trans-fuges Babuté de Douala, de Yaoundé, de Nkongsamba et d'ailleurs, ont surtout été constitués vers 1926 à la suite d'exodes massifs pour éviter le portage, alors que la route carrossable de Yaoundé à Ngaoundéré n'existait pas encore et en 1941, à la suite des nombreux départs provoqués, paraît-il, par les exactions commises sur les chantiers de la route"¹.

Dans les années trente, le déclin démographique du pays vuté est signalé par tous les administrateurs des subdivisions de Yoko et de Nanga Eboko. Quelques chiffres extraits de divers recensements administratifs permettent de jalonner le dépeuplement de ces régions :

1915 :	30 à 40 000	vuté
1949 :	environ 16 000	"
1961 :	" 13 000	"
1963 :	" 11 000	"
1967 :	" 9 000	"

Aujourd'hui la densité de la population y est partout inférieure à 1 hab./km².

Ce pays où l'économie était fondée sur les activités guerrières n'allait pas retrouver d'autres bases. A l'écart des régions de plantations de zone forestière, éloigné des régions cotonnières, arachidières ou d'élevage du nord, le pays vuté fait figure de désert économique. Cette situation marginale est renforcée par le tracé des principales routes qui évitent le pays en le contournant par l'ouest et par l'est.

Cet état d'abandon n'a pas été sans marquer le caractère des Vuté. "C'est une population en voie de disparition certaine à cause de son état de démoralisation... Un exode massif des jeunes vers les centres... hâte encore la disparition de cette population..." écrivait I. DUGAST, en 1949².

1) GREFFIER (A.) - Rapport de tournée du 15 mai au 3 juin 1944 - Subdivision de Yoko (Archives ONAREST - Yaoundé).

2) DUGAST (I.) - Inventaire ethnique du sud-Cameroun. IFAN, 1949, p. 148.

Ce détour historique qui évoque brièvement "l'ambiance" du pays vuté, aide à comprendre les réactions de la population de Mbandjok, un des villages vuté les plus méridionaux, où fut installé le complexe agro-industriel de la SOSUCAM.

pourquoi Mbandjok ?

Il peut paraître évident que pour installer un important complexe sucrier, on songe à réduire le plus possible les incidences foncières, en choisissant de préférence une région très peu peuplée. En contre-partie, des difficultés de recrutement de main-d'oeuvre naîtront. Pour résoudre ce problème de main d'oeuvre, les promoteurs de la SOSUCAM comptèrent sur la proximité de Yaoundé où résident des jeunes ruraux de la Haute-Sanaga, département auquel se rattache Mbandjok. L'attrait d'un emploi ne les ramènera-t-il pas près de leurs villages d'origine? Par ailleurs la Lékié est également toute proche, avec ses 50 habitants par km², et des densités supérieures à 100 dans certains cantons. Les jeunes Eton quittent les terroirs saturés pour chercher un emploi en ville.

Le choix de Mbandjok repose aussi sur d'autres considérations. Le prolongement du chemin de fer entre Yaoundé et le nord du Cameroun va enfin être réalisé et l'on prépare depuis 1961 la construction du premier tronçon qui reliera la capitale à Bélabo, au nord-ouest de Bertoua, longeant les marges septentrionales de la forêt sur une distance de près de 300 km. Pour ces savanes périforestières jusque là délaissées, le chemin de fer peut être un axe de développement agricole, quoique conçu surtout comme "un pont entre les grandes villes du sud, Douala et Yaoundé, et le nord du pays offrant de meilleures garanties de trafic avec le coton, le bétail et les riches gisements de bauxite de l'Adamaoua"¹.

Il ne restait donc qu'à rechercher, à proximité du chemin de fer, l'emplacement convenable permettant la culture d'un seul tenant de plusieurs milliers d'hectares de cannes à sucre.

Le tracé du chemin de fer est jalonné de collines enserrées dans un dense réseau de galeries forestières. Ce n'est qu'à l'endroit de Mbandjok que l'on a pu découvrir les étendues relativement planes nécessaires. La morphologie y prend en effet des aspects particuliers. Un glacis relie par une pente douce les Monts Angouma, culminant vers 1 000 mètres, aux rives de la Sanaga. Ce glacis a été incisé par des cours d'eau descendant en droite ligne vers le fleuve et découpé ainsi en bandes allongées sur plusieurs kilomètres (fig. 2). Les interfluves aplanis offrent de bonnes possibilités à une culture mécanisée, d'autant plus aisée que la végétation naturelle est une savane arbustive qui ne demande pas de gros travaux de défrichage.

1) SMUH-BDPA - Aménagement des territoires traversés par le chemin de fer transcamerounais. SMUH. Paris, 1971.

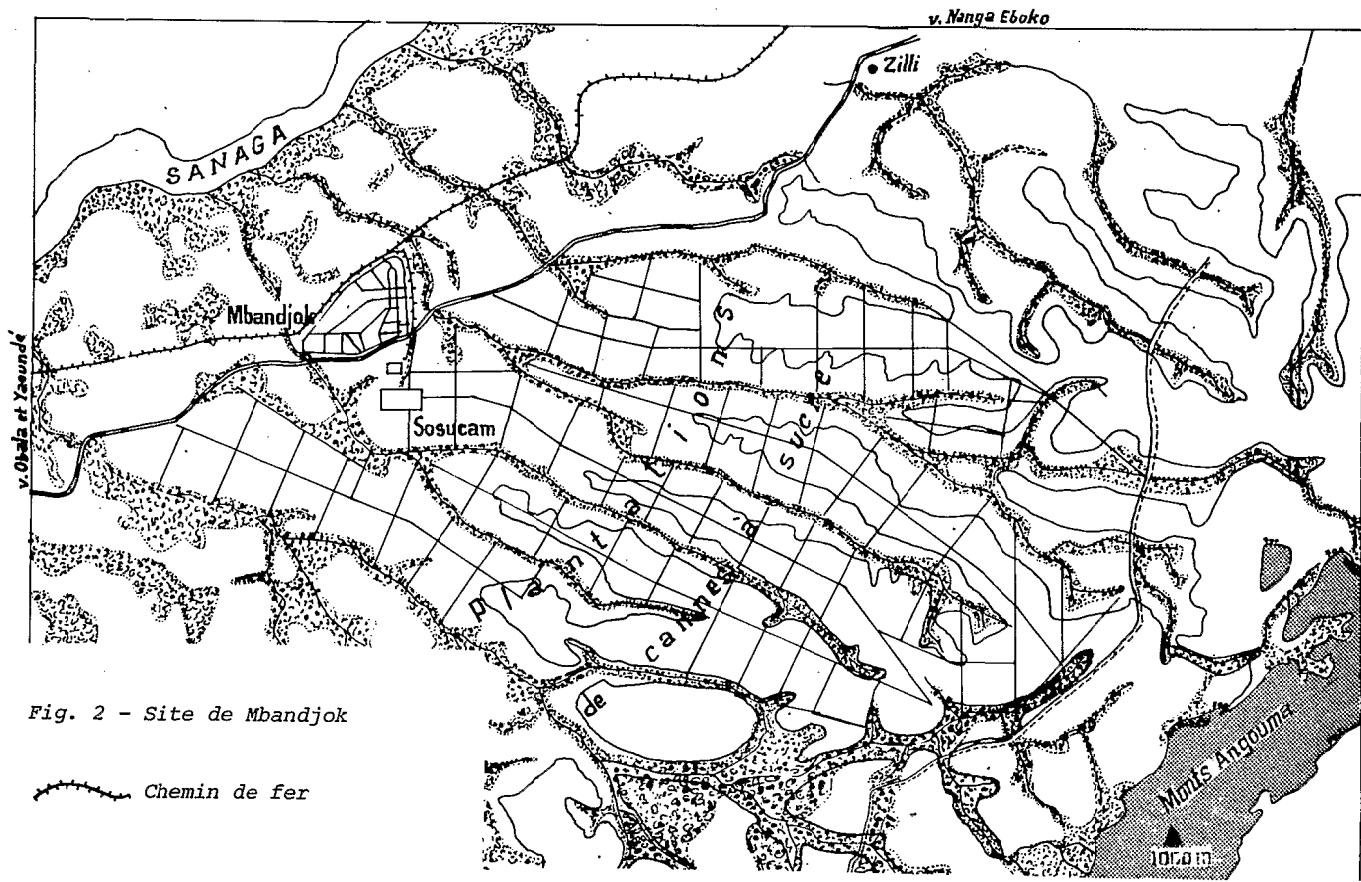
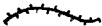


Fig. 2 - Site de Mbandjok

 Chemin de fer

Les sols appartiennent au groupe des sols ferrallitiques typiques¹. Ils se caractérisent par des profils épais. Une structure finement polyhédrique leur donne une bonne porosité. Ils sont à la fois perméables et dotés d'une forte capacité de rétention d'eau. Ils sont par contre pauvres en minéraux altérables et n'ont qu'une faible capacité d'échange. Mais s'ils sont chimiquement pauvres, un apport d'engrais y suppléera. L'essentiel est que leurs propriétés physiques soient bonnes permettant au système racinaire de bien se développer. Il faudra simplement éviter les quelques secteurs à fort concrétionnement.

La pluviométrie est de l'ordre de 1 400 mm à Mbandjok. Mais les variations d'une année à l'autre peuvent être importantes. La station de l'usine fonctionnant depuis 1965 indique des extrêmes de 1 643 et 1 123 mm. Certaines années quatre mois consécutifs, de novembre à février, reçoivent moins de 50 mm de pluie. Cette région de savane coïncide avec une zone de pluviométrie déficitaire pour laquelle intervient un phénomène d'abri dû à la présence de massifs situés au sud-ouest. Si la hauteur d'eau annuelle paraît suffisante, le déficit de saison sèche peut faire obstacle à une bonne culture de cannes (fig.3). Le manque d'eau pourrait être compensé par un système d'irrigation, mais d'un coût trop élevé pour une utilisation de courte durée.

Le choix du site de Mbandjok semble donc répondre avant tout aux exigences d'une bonne culture industrielle : de vastes surfaces suffisamment planes pour permettre une mécanisation qui pourrait être développée si les besoins en main d'oeuvre ne pouvaient être couverts.

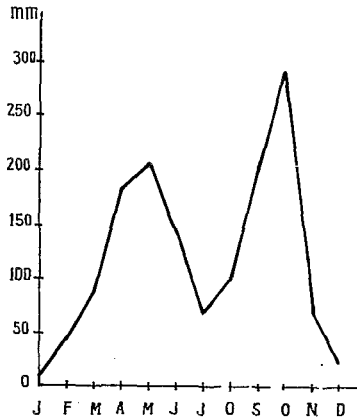


Fig. 3 - Pluviométrie moyenne annuelle
Station de la Sosucam à Mbandjok (1965-75)

1) VALLERIE (M.) - Reconnaissance pédologique des terrains de la SOSUCAM à Mbandjok. 10 p. dactylographiées. ORSTOM, Yaoundé, s.d.

MOUKOURI-KUOH - Le site sucrier de Mbandjok, le secteur d'extension de la canne à sucre - Pédologie, aptitude culturale, 1974, ORSTOM, Yaoundé, 111 p. multigr., 3 cartes.

II - le complexe agro-industriel

La concession de la SOSUCAM couvre environ 13 000 ha sur lesquels 8 000 ha peuvent être utilisés pour les cultures. En 1974, 5 500 ha sont effectivement en culture.

La mise en valeur de ces terres a suivi un plan vigoureux dont l'objectif initial était d'obtenir dès 1970 les 15 000 tonnes de sucre nécessaires à la couverture des besoins du pays et constituant le seuil de rentabilité du complexe dont la capacité pourra ultérieurement être augmentée par la simple adjonction d'éléments supplémentaires à l'usine.

En 1963, des plants de cannes sont importés du Congo (vallée du Niari) et acclimatés à la station de recherche agronomique de Nkolbisson près de Yaoundé. Ces plants permettront la mise en place de 8 ha de cannes qui donneront à leur tour 80 ha de pépinières à Mbandjok en avril 1965. En octobre 1966, ces pépinières seront à l'origine des 800 ha de cannes qui fourniront la première récolte en 1968, coïncidant avec la mise en route de l'usine. Celle-ci, constituée d'un assemblage d'éléments préfabriqués (Fives-Lille) devait être acheminée par chemin de fer. Mais un retard dans la pose des rails du transcamerounais faillit compromettre le traitement de la première récolte. L'usine dût être finalement transportée par route pour pouvoir fonctionner à temps.

Au sud de la route nationale s'étend le domaine de la SOSUCAM. Une usine massive et fumante trouble la quiétude des immenses champs de cannes aux parcelles géométriques, dont la teinte verte n'est interrompue que par les lignes sombres des galeries forestières. Non loin de l'usine, la cité des cadres, reproduit à une vingtaine d'exemplaires son modèle d'habitation au centre d'une petite concession, de part et d'autre d'allées d'eucalyptus. Ce paysage ordonné, taillé au cordeau, ressemble comme un frère à celui des plantations sucrières de la vallée du Niari dont la SOSUCAM est une reproduction¹.

1) VENNETIER (P.) - La société Industrielle et Agricole du Niari (Congo Brazzaville) - Cahiers d'Outre-Mer. Bordeaux. n° 61. Janv.-mars 1963, pp. 43-80.

AUGER (A.) - Jacob, un exemple d'urbanisation au Congo Brazzaville. Photo-interprétation, n° 4, 1969, pp. 29-41.

les plantations

La végétation arbustive peu dense rend aisé le passage des engins pour le défrichement des pièces de culture. Les arbres abattus, cassés, sont brûlés sur place ou repoussés contre les galeries forestières.

Des pistes d'accès sont tracées sur les sommets d'interfluves. De part et d'autre de ces axes, un réseau de pistes orthogonales, détermine des carrés de 1 km de côté. La régularité de ce carroyage est perturbée vers le bas de pente où les pièces de terre rencontrent les galeries forestières et doivent en épouser les contours (fig. 2).

La conservation de ces galeries est nécessaire pour éviter une baisse trop importante de l'humidité déjà très sensible avec la mise à nu d'immenses surfaces. Ces réserves boisées constituent par ailleurs le dernier refuge des oiseaux, auxiliaires précieux car ils se nourrissent d'insectes et protègent les cannes infestées de chenilles ou de borers.

Parallèlement à la piste de crête et sur des lignes distantes de 1,50 m, on pratique un sous-solage pour favoriser la descente des racines de cannes. Puis par passage du romo-plow la terre est remuée en surface, sans être retournée.

Les lignes de sous-solage sont reprises pour le tracé des sillons qui vont recevoir les boutures de cannes. Toutes les 100 lignes, une piste est tracée qui recoupe à angle droit celles qui partent tous les 200 m de la piste de crête. Des parcelles de trois hectares s'inscrivent ainsi dans les mailles kilométriques des pièces de culture.

La plantation des cannes intervient en octobre avec la grande saison des pluies. Les boutures sont fournies par des cannes tronçonnées "à deux yeux", un départ et un rejet, et traitées contre le charbon et la rouille, leurs deux grands ennemis. Elles sont placées à la main dans les sillons par des manoeuvres : deux kilomètres à planter par homme et par jour. Les boutures sont ensuite recouvertes au tracteur. La petite saison des pluies permet aussi vers avril ou mai d'effectuer de nouvelles plantations et d'étaler ainsi les récoltes.

Un binage sera plus tard nécessaire. Il se fait à la main et exige un grand nombre de manoeuvres. Des essais de traitement aérien pour éliminer les mauvaises herbes ont eu jusque là peu de succès. Il est en effet très délicat d'éliminer les mauvaises graminées tout en sauvegardant la canne qui est elle-même une graminée.

Après un cycle végétatif de 18 mois, la coupe commence. Elle s'échelonne sur 6 mois, du 15 novembre au 15 mai et met en marche chaque matin, avant le lever du jour, une véritable armée d'un millier de coupeurs. Chacun d'eux abattra, à la machette, entre 1,5 et 2 tonnes de cannes. Durant les premières années on pratiquait le brûlage des cannes sur pied. Cela permettait un rendement de coupe deux fois plus élevé car la canne était débarrassée de ses feuilles par le feu. Mais le rendement des parcelles brûlées diminuait ensuite considérablement¹.

1) Sur les parcelles non brûlées les rendements varient de 35 à 60 tonnes à l'hectare ; après brûlage, ils tombaient à 25 tonnes en moyenne.

Actuellement les feuilles sont ôtées par les manoeuvres et laissées sur place. Elles fournissent ainsi un apport de matières organiques.

Les andains de cannes coupées sont chargés mécaniquement sur les "cane loader" par des engins à chenilles équipés d'un grappin. Ces camions et leur remorque emportent un chargement de 7 à 8 tonnes. Les cannes sont acheminées vers l'usine par une ronde incessante, tandis que des glaneurs quadrillent les champs récoltés et en retirent encore plusieurs tonnes de cannes à l'hectare.

Chaque pièce de terre fournira plusieurs campagnes de cannes à partir des mêmes souches, avant d'être replantée. Les cannes utilisées sont surtout originaires de la Barbade¹. Les essais de plants provenant de l'Inde ou de Hawaï, ont été abandonnés. L'avantage des cannes de Barbade est qu'elles couvrent mieux le sol, empêchant ainsi les mauvaises herbes, notamment l'impérata, de proliférer. Elles sont aussi moins sensibles au charbon, mais exigent pour cela une surveillance constante. Chaque pied contaminé est arraché et brûlé. Les attaques de rouille en limitent cependant le rendement.

l'usine

Le chargement des camions est pesé à l'entrée de l'usine, puis déversé sur la table d'alimentation, sorte de chaîne à ergots qui entraîne les cannes vers les machines. Un lavage se produit en chemin, puis un tronçonnage. Les morceaux de cannes seront déchiquetés avant l'entrée dans les moulins.

Quatre moulins devront être franchis en série. Dans le premier se produit l'extraction d'un jus assez pur. Dans les suivants les cannes sont remouillées avant d'être à nouveau pressées. La bagasse, résidu des moulins, est combustible.

Des quatre moulins, les divers jus partent vers des cuves, après que trois pompes aient séparé les jus supérieurs (clairs), les jus moyens (moins clairs), et les jus inférieurs qui sont des boues contenant encore du sucre. Les premiers peuvent passer à l'évaporation mais les boues doivent être lavées à la vapeur avant d'aller à leur tour vers les appareils de cuisson. Porté à haute température le sirop s'y condense. Un peu de sucre granulé, versé dans le sirop, joue le rôle de catalyseur. Le cuiseur, généralement un Mauricien, reconnaît à l'aspect de la granulation le moment où il faut stopper la cuisson.

Les masses cuites vont alors dans des cuves où la création d'une force centrifuge provoque l'éjection du sirop vers l'extérieur, le sucre granulé restant vers l'intérieur. Des jets de vapeur d'eau lavent ce sucre. On a une première extraction.

Le sirop éjecté contient encore du sucre. Il est repris, repasse pour une seconde extraction, puis une troisième. Il ne restera plus alors que la mélasse.

1) Ile des Antilles anglaises.

Le sucre brut obtenu sera refondu avant d'aller vers la raffinerie où il est débarrassé de ses impuretés par addition de charbon (norite) ayant la propriété d'attirer les impuretés, puis de phosphate, attirant à son tour les particules de charbon.

Le sucre raffiné est transporté par une chaîne à godets vers le séchoir puis il sera stocké dans des sacs de plastique de 50 kg, en attendant sa transformation en morceaux.

La fabrication des morceaux de sucre se poursuit toute l'année. Moulage, assemblage des morceaux par couches rectangulaires, passage des boîtes qui reçoivent leurs trois couches de morceaux, tout se fait automatiquement par une machine Chambon. Les boîtes de sucre tombent à la sortie de la machine sur une glissière qui les conduit vers la salle d'emballage, à la cadence de 42 boîtes par minute.

L'usine tourne 24 heures sur 24. Un arrêt technique de 12 heures tous les 11 jours permet un bon entretien. Chaque année, à l'inter-campagne, a lieu un nettoyage complet : toutes les machines sont démontées et révisées.

La capacité de l'usine est d'environ 25 000 tonnes de sucre par an.

la production

L'objectif de 15 000 tonnes de sucre produites par 1 500 ha de cannes en 1970 n'a pu être atteint. Des tâtonnements dans la recherche des variétés de cannes les mieux adaptées, les difficultés de main-d'oeuvre au moment de la coupe ont eu des répercussions sur les rendements. Une compensation a dû être trouvée dans l'extension des surfaces plantées. De 2 000 ha en 1969, les champs de cannes couvrent 2 600 ha en 1970, 3 500 ha en 1972. Il faudra planter encore l'année suivante pour que la production dépasse enfin les 15 000 tonnes.

Parallèlement à l'effort d'extension, un certain nombre d'améliorations ont permis d'augmenter sensiblement les rendements en cannes, et en sucre. Des traitements herbicides ont pu être mis au point, les dosages d'engrais ont été améliorés. Mais également les recrutements de main-d'oeuvre ont été élargis. L'embauche de forts contingents de manoeuvres de culture en provenance du nord du Cameroun a permis de doubler le nombre des journées de travail à l'hectare pour les sarclages.

Le programme de plantation prévoit 5 500 ha en 1975. Le cap des 20 000 tonnes de sucre sera dépassé, mais la consommation du pays se situera alors au-delà de 25 000 tonnes.

III - une ville avortée ?

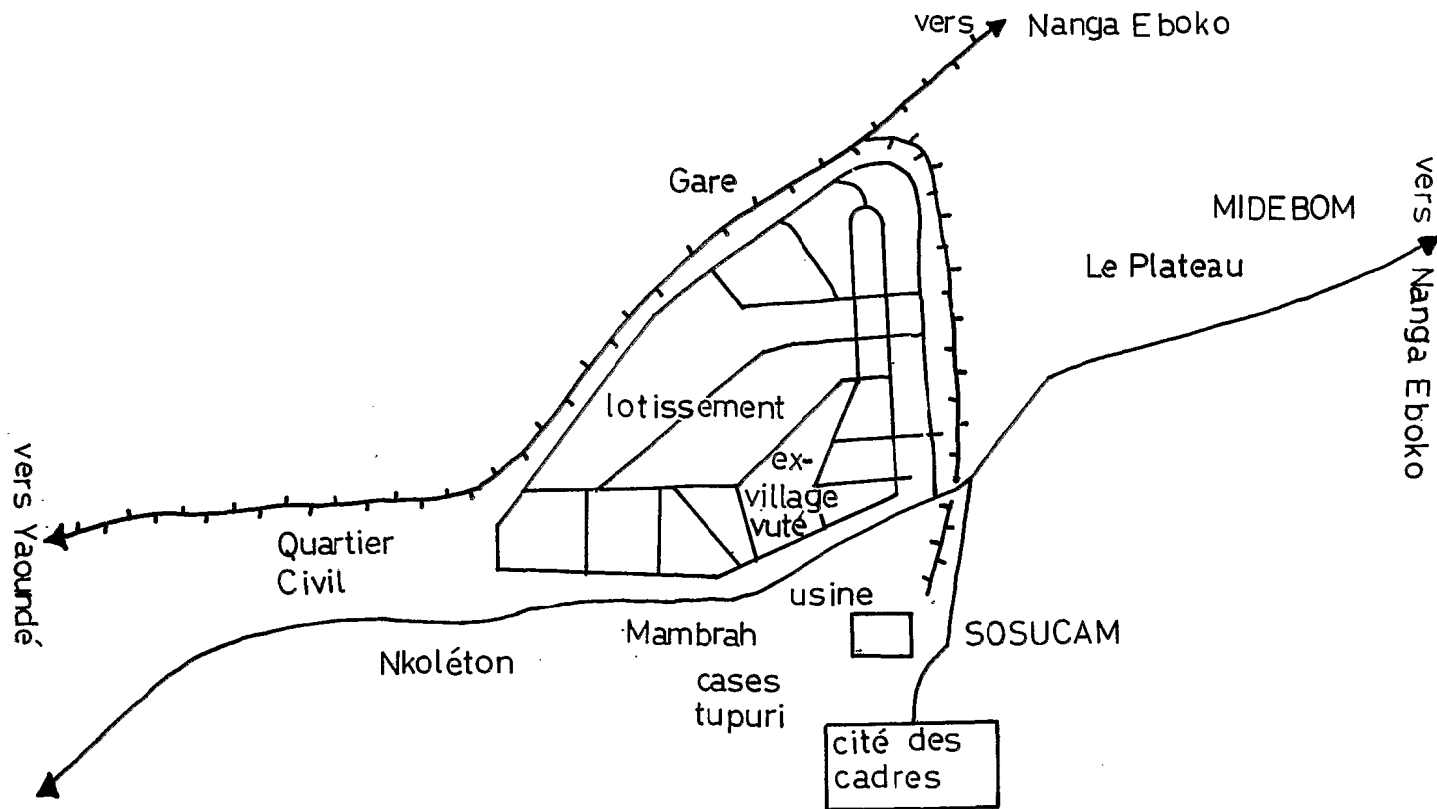


Fig. 4 - Les quartiers de Mbandjok

Le vieux village vuté de Mbandjok, très modeste d'apparence mais cependant assez bien ordonné le long de la grande route et d'une allée centrale perpendiculaire à cet axe, au fond de laquelle une grande case ronde abritant le voyageur de passage rappelait l'habitat de jadis, n'est plus en 1972 qu'un imperceptible souvenir.

Au nord de la route s'étend l'espace de la "ville". Une amorce de paysage urbain encore embryonnaire est signalée par un quadrillage de rues et quelques bornes fontaines. Il semble que tout ait été prévu pour recevoir des habitants qui hésitent à se manifester. Le damier demeure à peu près vide et l'herbe y reprend rapidement ses droits. Tandis que plus loin, autour du noyau que constitue l'ancien village et dans un désordre que de grandes avenues conduisant à la gare distante de deux kilomètres, ne parviennent pas à maîtriser, un habitat spontané s'est développé. Il a même franchi la route, sur des terres réservées à la société. Tout un petit village, le "quartier civil" est né à l'ouest du lotissement d'accueil. Un autre plus important "le Plateau" a grandi vers l'est, à plus d'un kilomètre du centre, autour de la mission catholique. Au voisinage de la gare, puis au-delà des rails, d'autres cases apparaissent. C'est à la fois la dispersion et le refus du plan d'urbanisme. Les nouveaux arrivants paraissent fuir le centre et la trame d'accueil. Tout n'a donc pas été pour le mieux dans le secteur dévolu à la "ville".

Cette agglomération de Mbandjok, greffée sur un village vuté, est d'abord le fruit d'une forte immigration.

l'immigration à Mbandjok

Avant même que l'usine ne soit construite, la nouvelle d'une embauche prochaine importante s'est répandue. Quelques personnes arrivent dès 1964 lors de la mise en place des pépinières. Puis de 1965 à 1967 les recensements administratifs enregistrent une augmentation de 500 habitants. En août 1970, notre propre recensement dénombre déjà 2 400 personnes que l'on peut considérer comme les véritables résidents de Mbandjok puisqu'à cette époque de l'année la plupart des ouvriers saisonniers ont regagné leurs villages après la coupe des cannes. En mai 1972, les services de la sous-préfecture recensent 3 200 habitants.

Cette croissance montre l'afflux d'immigrants masculins, notamment de 20 à 35 ans (fig. 5). C'est là un aspect bien connu du peuplement d'une ville ouvrière. Mais on remarque que l'immigration atteint aussi les autres tranches d'âge des deux sexes. Si la majorité des arrivants sont des hommes jeunes célibataires, viennent également des familles entières, avec femmes, enfants, et aussi quelques vieux parents.

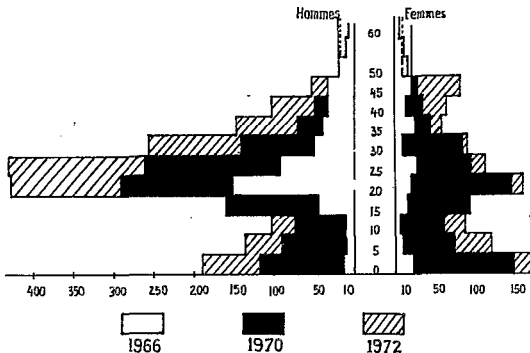


Fig. 5 - Croissance de la population de Mbandjok

La venue de ces familles correspond à quelques retours au pays. Mais surtout, la présence d'une importante immigration féminine répond, nous le verrons plus loin, à la nécessité d'assurer la subsistance des ouvriers dans une agglomération pratiquement dépourvue de marché vivrier. Pour survivre il faut avoir son champ. L'une des causes de l'instabilité de la main d'oeuvre dans les premières années a été précisément cette difficulté des ouvriers à se nourrir.

Le brassage de la population due à cette instabilité fait que la moitié de l'effectif des actifs masculins présents lors de notre recensement de 1970 n'est là que depuis moins de deux ans (fig. 6).

La répartition géographique de la population active masculine en 1970 montre qu'à l'exception de l'ancien Cameroun Occidental, toutes les régions du pays sont représentées à Mbandjok (fig. 7).

En dehors du département de la Haute Sanaga, où est situé Mbandjok, qui fournit 28 % des actifs, et des départements limitrophes (Lékié et Mbam surtout) apportant 36 %, le plus fort contingent provient du nord (pays tupuri, dans le département du Mayo Danaï, avec 18 %. Viennent ensuite les régions forestières (Bulu) 6 %, le Littoral 5 %, l'Est 3 %, et les plateaux de l'Ouest 3 %.

Mais cette répartition évolue chaque année. La figure 8 schématise cette évolution dans les aires de recrutement de la main-d'oeuvre entre 1966 et 1974 d'après les fichiers de la SOSUCAM.

Les premières années, jusqu'en 1968, voient surtout l'arrivée d'ouvriers venant des régions proches : retour au pays de Vuté émigrés,

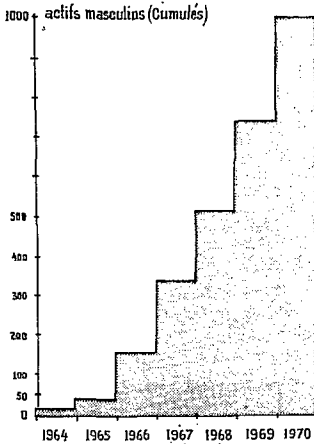


Fig. 6 - Ancienneté d'installation des actifs masculins présents en 1970 à Mbandjok

appels lancés aux villages vuté de la route de Yoko, jeunes gens sans travail des agglomérations voisines. Mais le salariat agricole ne retient pas longtemps ces immigrés : après quelques temps ils tentent l'accès aux travaux de l'usine beaucoup plus attrayants et en cas d'échec, ils regagnent leur village où une ville. Durant ces premières années, la SOSUCAM ne rassemblait quotidiennement que 200 ou 300 manœuvres sur le millier qui aurait été nécessaire.

Pour résoudre le problème de l'instabilité de la main d'oeuvre, le recrutement d'ouvriers agricoles originaires du Nord est apparu de première importance dès 1969. Leur nombre va désormais croître sans cesse : il atteignait 1 360 en 1974, soit 58 % des salariés.

Les figures 8 et 9 montrent nettement l'évolution inverse des embauches nordistes et sudistes.

L'importance de cette immigration, et sa nouveauté, au Cameroun, n'est pas sans rappeler, à une plus petite échelle bien sûr, le mouvement des Voltaïques vers la Basse Côte d'Ivoire. Elle mérite une attention particulière.

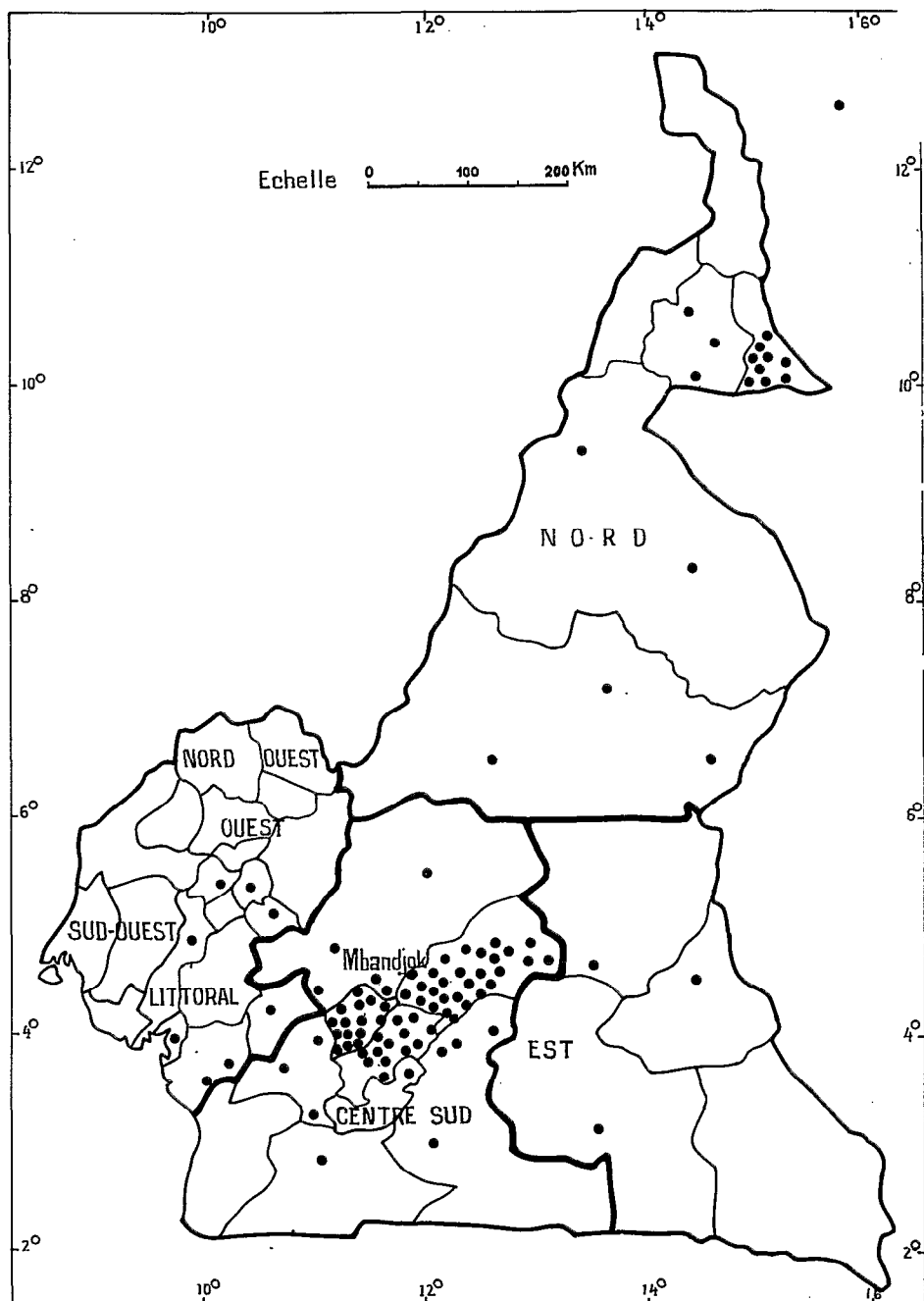


Fig. 7 - Les origines de la population masculine de Mbandjok en 1970
(pour 100 hab.)

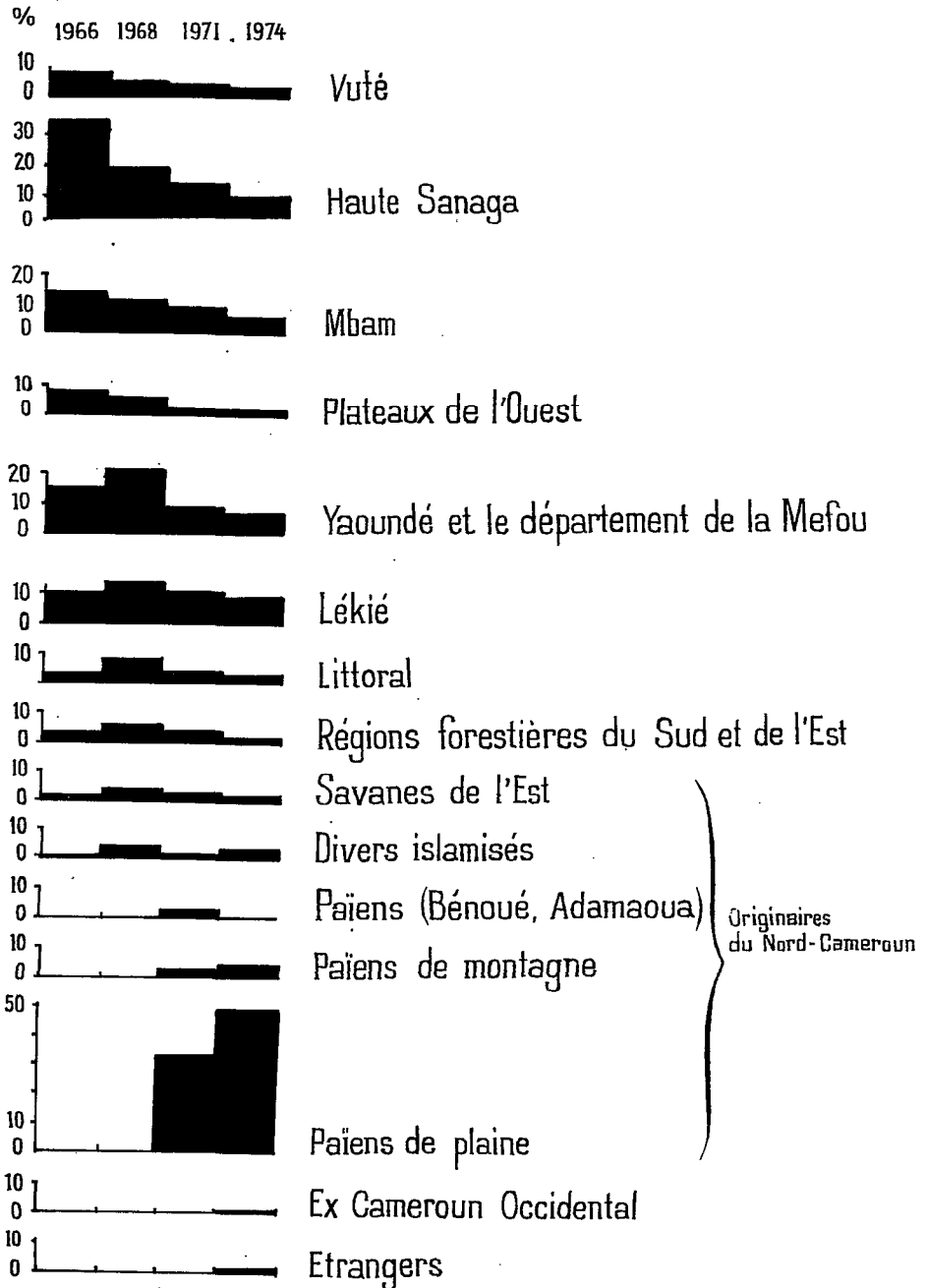


Fig. 8 - Evolution de l'origine des salariés de la SOSUCAM entre 1966 et 1974

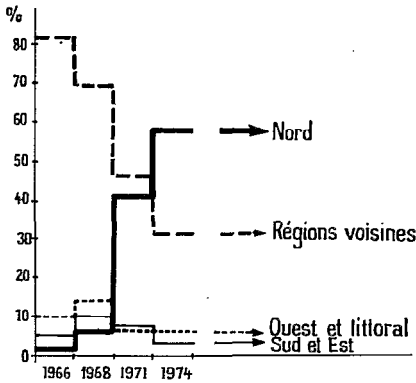


Fig. 9 - Evolution de l'origine des salariés de la Sosucam, par grandes régions de 1966 à 1974

les "Mosi" du nord du Cameroun

La morphologie du plateau de Mbandjok supporterait une mécanisation agricole plus poussée. Cependant pour des raisons sociales, afin d'offrir le maximum d'emplois, la SOSUCAM a choisi la coupe manuelle des cannes à sucre¹. En mars 1971, on comptait 1 134 coupeurs de cannes qui s'ajoutaient aux 460 ouvriers et employés de l'usine.

Tableau 1 : Activités professionnelles des salariés de la SOSUCAM - mars 1971

	Nombre	%	Nombre	%
<i>Travailleurs agricoles</i>	1 134	71,15		
. glaneurs			127	8,0
. manoeuvres			984	61,7
. capitas			23	1,4
<i>Ouvriers et employés</i>	460	28,85		
. usine			163	10,2
. atelier			242	15,2
. services généraux			55	3,5
Total	1 594	100,00		

1) De graves problèmes de recrutement de la main d'œuvre se posent à la SOSUCAM : la solution choisie n'est donc pas celle de la facilité. La tentation est grande pour de nombreuses entreprises implantées en Afrique d'éliminer ces problèmes par une automatisation très poussée qui, par ailleurs, participe au prestige national.

Alors que les originaires du nord du Cameroun sont pratiquement absents de l'usine et des bureaux (6 seulement!) ce sont eux qui fournissent le plus fort contingent de travailleurs agricoles : plus de la moitié (56,34 %)

Tableau 2 - Origine ethnique des travailleurs agricoles de la SOSUCAM - mars 1971

	Nombre	%	Nombre	%
nord du Cameroun	639	56,34		
dont Tupuri			262	41,0
Masa, Musgum			126	19,7
Mundang			80	12,5
Matakam			40	6,2
Giziga			25	3,9
Gidar			19	3,0
Fulbé			19	3,0
Duru			15	2,3
Mbum			11	1,7
Daba			9	1,4
Divers			33	5,2
			639	100,0
sud du Cameroun	484	42,69		
Etrangers	11	0,97		
Total	1 134	100,00		

Source : fichier du personnel - SOSUCAM - mars 1971

Parmi ces travailleurs venant du nord du Cameroun, les Tupuri et les Masa sont majoritaires (60,7 %). Ce sont des populations des grandes plaines du Logone où la culture du coton s'est moins développée que dans la région voisine de Maroua-Kaélé-Guider, et où la pression démographique est forte. Cependant par ses cultures vivrières et ses troupeaux de bovins, cette région est loin d'être pauvre. L'émigration des jeunes est essentiellement motivée par les structures sociales : la dot en têtes de bétail est élevée, et le père commence à marier ses frères plus jeunes qui sont à sa charge sur le plan matrimonial et ce n'est qu'ensuite qu'il dotera ses fils par rang d'âge¹. Les jeunes qui sont impatients de s'établir à leur propre compte, sont obligés d'accumuler par eux-mêmes l'argent nécessaire à la dot. Afin de remplir les obligations coutumières qui donnent accès aux femmes et à l'autonomie économique, les jeunes sont donc conduits à sortir du système social. On peut voir dans ces mouvements migratoires une contestation de l'organisation sociale pour reprendre l'expression de G. PONTIE à propos des Giziga. Ils reviennent ensuite munis des éléments qui facilitent leur intégration : argent pour la dot et gadgets de la civilisation moderne (transistors, vêtements...) valorisés dans une région qui commence à s'ouvrir à l'économie marchande.

F.S., Tupuri, n'a jamais été salarié avant de descendre à Mbandjok. Son champ de coton lui rapportait 12 000 F CFA par an. Il est fiancé et devra verser la somme de 10 000 F CFA, une couverture, 7 chèvres et 10 boeufs. Un autre jeune Tupuri devra réunir 15 boeufs pour se marier.

1) GARINE (I. de) - Les populations Massa. Paris, PUF, 1964, 250 p.

J. GUILLARD dans son livre sur Golonpoui¹, village tupuri, constatait déjà une nette tendance à l'émigration. Les Tupuri n'étaient-ils pas déjà descendus jusqu'à Dizangué pour recueillir la sève des hévées dans les grandes plantations européennes? ne se sont-ils pas engagés volontiers dans l'armée britannique durant la dernière guerre mondiale? Enfin avant l'ouverture de la SOSUCAM en 1967, la Société Franco-Camerounaise des Tabacs employait des Tupuri dans ses plantations expérimentales de tabac entre Obala et Mbandjok.

D'autres populations de plaine descendent elles-aussi jusqu'à Mbandjok : les Mundang et les Giziga. Les premiers doivent payer une dot aussi élevée que celles des Tupuri et des Masa ; quant aux seconds, leur insertion dans l'économie cotonnière a eu comme conséquence une certaine contestation des jeunes qui revendiquent une redistribution des revenus du champ familial². Jusqu'à présent, chez les Giziga, les mouvements migratoires restaient inter-villageois ou se faisaient dans les régions voisines et la ville de Maroua. Il est notable qu'ils commencent à envisager eux aussi une émigration à longue distance.

Les populations montagnardes du nord du Cameroun font également partie de l'aire de recrutement de la SOSUCAM, puisque nous trouvons des Daba et des Matakam parmi les recrutés. Ceci n'est pas surprenant pour les premiers qui se sont ouverts très tôt à l'économie cotonnière. Par contre nous connaissons l'attitude résolument hostile à toute ingérence extérieure de la part d'une population dont J.Y. MARTIN³ a pu dire qu'elle avait toujours eu historiquement l'initiative du refus. Déjà quelques jeunes Matakam descendent dans les champs cotonniers et de mil de saison sèche (mouskouari) des Fulbé comme salariés agricoles saisonniers. Aujourd'hui, les camions de la SOSUCAM, chargés du recrutement, les font descendre beaucoup plus loin.

Les Fulbé, vu la réticence qu'ils ont vis à vis du travail salarié et subalterne, sont peu nombreux.

Duru et Mbum sont des populations de l'Adamaoua, et une partie des premiers sont sous l'influence du Lamido de Rey Bouba⁴ que les agents recruteurs de la SOSUCAM n'ont pas manqué de visiter.

On peut penser que l'amélioration des transports routiers (bitumage de l'axe Ngaoundéré-Kousséri) et ferroviaires (achèvement de la ligne Bélabo-Ngaoundéré⁵, et d'autre part le développement industriel du sud du Cameroun, vont accélérer cette descente de la main d'oeuvre nordiste.

1) GUILLARD (J.) - Golonpoui, Nord Cameroun. Ed. Mouton et Cie, Paris, La Haye, 1965.

2) PONTIÉ (G.) - Les Guiziga du Cameroun septentrional. L'organisation traditionnelle et sa mise en contestation. ORSTOM, Paris, 1973, 255 p.

3) MARTIN (J.Y.) - Les Matakam du Cameroun. Essai sur la dynamique d'une société pré-industrielle. ORSTOM, 1970, Paris, 215 p.

4) Le Lamido de Rey Bouba a réussi à conserver jusqu'à présent une autorité traditionnelle pratiquement intacte sur sa population.

5) Au moment de notre enquête le terminus était à Bélabo. Le tronçon Bélabo-Ngaoundéré a été ouvert en décembre 1973.

La SOSUCAM a même mis à contribution les transports aériens en décembre 1969 : la coupe de la canne ne pouvant attendre, elle fut obligée de dépêcher d'urgence un avion à Yagoua en plein coeur des pays masa et tupuri. Les manoeuvres recrutés à cette occasion formèrent une équipe nommée "avion"!

Mbandjok n'est d'ailleurs pas la première occasion qui s'offre aux nordistes pour descendre au sud du Cameroun. Nous avons déjà évoqué la participation des Tupuri aux plantations de caoutchouc de Dizangué et à celles de tabac de Batchenga. N'y a-t-il pas là l'amorce d'un mouvement migratoire qui risque de prendre de plus en plus d'importance dans les années à venir, et qui résulte des inégalités régionales de développement? Cela n'est pas sans évoquer un parallèle avec les populations mosi de Haute-Volta qui descendent dans la forêt ivoirienne, à la différence toutefois que l'émigration reste ici dans le même Etat et met en jeux les différences régionales et non les relations inter-étatiques¹, et que la plaine du Logone semble plus riche que le pays mosi.

L'analyse du comportement des migrants originaires du nord du Cameroun renforce le caractère "mosi"² de cette migration. Nous prendrons l'exemple des Tupuri qui sont le groupe social le plus représenté. Le recrutement a pratiquement commencé en juillet 1968.

Tableau 3 : Recrutement des Tupuri
par la SOSUCAM de Mbandjok

1967	2
1968	71
1969	209
1970	353
1971 ³	23
Total	658 ⁴

- 1) L'importance de l'émigration mosi vers la Côte d'Ivoire a amené les autorités voltaïques à se poser la question de la rentabilité d'un tel mouvement : la masse salariale gagnée à l'extérieur équivaut-elle à toutes les conséquences d'un exode massif des jeunes ? On retrouve cette problématique dans les travaux de J.M. KOHLER (Les migrations Mosi de l'Ouest. ORSTOM, Paris, 1972, 106 p.) et ceux de G. REMY - Les migrations de travail et les mouvements de colonisation Mossi - recueil bibliographique. ORSTOM, Paris, 1973, de même que dans un article récent rédigé par un inspecteur régional de travail de Haute Volta, Ambroise SONGRE «L'émigration massive des Voltaïques : réalités et effets». Revue Internationale du Travail, vol. 108, n° 2-3, août-sept. 1973, p. 221-237.
- 2) Les migrations des Masa et des Tupuri partagent quelques caractères avec les migrations mosi, ce qui ne signifie pas qu'elles soient à tout point de vue identiques. Nous avons vu précédemment l'importance de la dot chez les Masa et les Tupuri, or la dot pèse beaucoup moins chez les Mosi. Chez ces derniers, par contre, les contraintes écologiques motivent les départs : partir c'est d'abord accumuler l'argent pour l'impôt, ce qui localement est difficile certaines années de sécheresse.
- 3) Du 1er janvier au 15 février.
- 4) Ce chiffre est supérieur à la réalité car plusieurs Tupuri ont été réembauchés après un premier départ.

Fig. 10 - Recrutement des Tupuri (par mois)

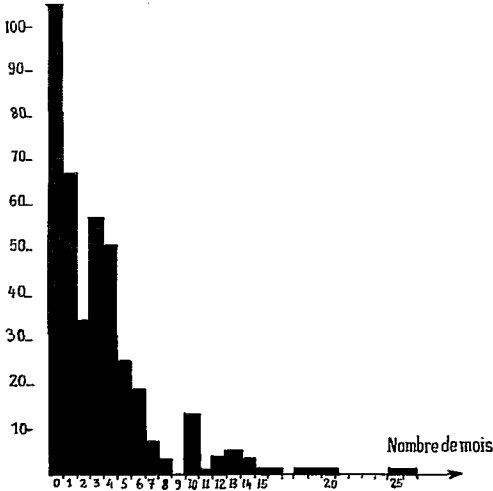
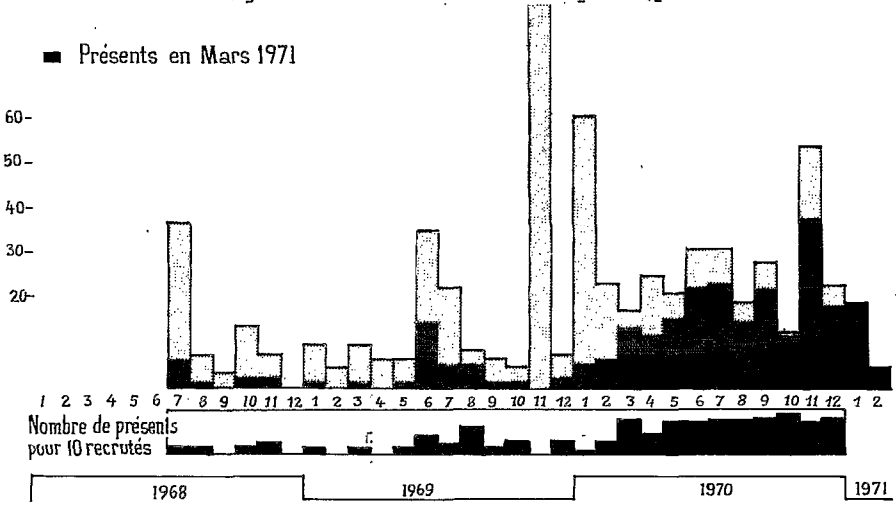


Fig. 11 - Répartition des Tupuri partis selon la durée de leur emploi (en mois)

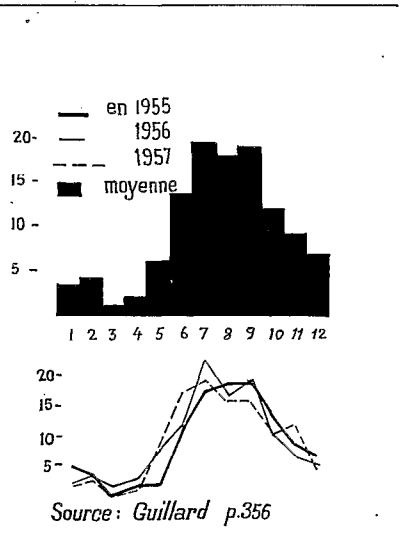


Fig. 12 - Nombre de jours de travail agricole en pays Tupuri

. une main d'oeuvre d'origine rurale, sans qualification professionnelle

La SOSUCAM emploie les nordistes pratiquement pour la seule coupe des cannes, les glaneurs sont des jeunes des environs, les ouvriers de l'usine et les employés des bureaux sont pour la plupart des originaires du sud du Cameroun. La division du travail entre usine et travaux agricoles coïncide donc en fait avec une répartition géographique et ethnique des salariés. Une telle situation n'est nullement à mettre au compte d'une politique du personnel de la part de l'entreprise, elle ne fait que sanctionner l'absence de formation professionnelle autre qu'agricole des originaires du nord du Cameroun.

Pour des raisons de commandement, la SOSUCAM cherche le plus possible à dégager des chefs d'équipe (capitas en terme local) de la même ethnie que les manoeuvres qu'ils dirigent. C'est ainsi que plusieurs nordistes se retrouvent chefs d'équipe¹. En dehors de ces derniers, les salariés nordistes sont payés au tarif du SMAG (salaire minimum agricole) de la IIIème zone (Mbandjok est à 100 km, de Yaoundé). Un tel tarif, vu les conditions de vie à Mbandjok, est de moins en moins accepté par les originaires du sud du Cameroun. Les Tupuri et Masa, quant à eux, sont souvent de stature athlétique et misent sur leur force physique pour bénéficier des primes de rentabilité, (50 F CFA par jour si l'individu termine ses 6 lignes de 50 mètres), et éviter les sanctions qui diminuent le salaire si la tâche minimum (5 lignes de 50 mètres) n'est pas effectuée (abattement de 50 % si l'individu ne fait que 4 lignes au lieu des 5 requises)².

Depuis la date de notre enquête, la SOSUCAM a fait un net effort pour améliorer les conditions de rémunération et de logement des manoeuvres agricoles, ceci afin de retenir la main d'oeuvre : construction de logements dans le style "camp de travailleurs", contrat de travail d'un an renouvelable, augmentation des primes, etc... Néanmoins cet effort reste très en dessous de ce qu'il faudrait faire pour intéresser une main d'oeuvre sudiste habituée à un plus haut niveau de vie.

Suite à l'instabilité de cette main d'oeuvre et à son faible niveau professionnel, les chances de promotion s'avèrent des plus réduites. Nous avons là le cas net d'un début de prolétarisation de certains milieux ruraux par le système des grandes plantations. En cela, Mbandjok est comparable à la région du sud-ouest du Cameroun.

1) Suite à l'instabilité professionnelle des nordistes et leur niveau de scolarisation plus faible, les capas nordistes sont cependant moins nombreux proportionnellement.

2) Les tarifs sont les suivants :

- 6 lignes de 50 mètres	160 f CFA (SMAG)
- 5 lignes de 50 mètres	160 F CFA
- 4 lignes de 50 mètres	80 F CFA
- 1 ligne de 50 mètres	0

Les débutants sont payés pendant les 15 premiers jours, à 160 F CFA, afin qu'ils puissent se rôder. Au salaire s'ajoutent des primes : prime d'assiduité : 15 F CFA par jour ; prime de rendement (atteindre les 6 lignes de 50 mètres) ; 50 F CFA ; plus de 25 jours de travail : 100 F CFA par jour. Le manoeuvre peut espérer avec ses primes un maximum de 6 125 F CFA pour 30 jours de travail).

Tableau 4 : Niveau de recrutement et promotion
des travailleurs de la SOSUCAM

	Recrutés		dont promus après le recrutement par rapport aux recrutés	
	nombre	%	nombre	%
Originaires du nord du Cameroun	657	100	12	1,83
dont recrutés au SMAG	653	99,4	12	1,82
à la 1ère catégorie	3		-	-
à la 2ème catégorie	1	0,6	-	-
Originaires du sud du Cameroun	937	100	285	30,5
dont recrutés au SMAG	681	72,6	211	31,0
à la 1ère catégorie	121	12,9	74	61,2
à la 2ème catégorie	135	14,5	-	-
Total	1 594	100	297	18,7
dont recrutés au SMAG	1 334	83,7	223	16,8
à la 1ère catégorie	124	7,8	74	60,0
à la 2ème catégorie	136	8,5	-	-

Source : fichier du personnel - SOSUCAM - mars 1971

Cette inégalité entre "nordistes" et "sudistes" est d'abord d'ordre socio-professionnelle, mais du fait d'une division du travail qui recoupe une division ethno-géographique, cette inégalité ne peut être que perçue et interprétée, par les intéressés, en termes ethniques. De là les risques d'affrontements sociaux revêtant tout de suite une dimension importante du fait des solidarités ethniques. C'est ainsi qu'en 1976, un accident de travail causé par un chauffeur qui transportait des manoeuvres agricoles dégénéra en un conflit inter-ethnique particulièrement violent.

une émigration masculine de jeunes célibataires

La pyramide des âges des Tupuri inscrits au fichier de la SOSUCAM en mars 1971¹ révèle que la plupart des travailleurs de cette ethnie ont entre 19 et 32 ans (soit 90,1 %).

Tableau 5 : Age des travailleurs Tupuri

	Nombre	%
15 - 19	60	8,9
20 - 24	274	40,7
25 - 29	209	31,0
30 - 34	87	12,9
35 - 39	30	4,5
40 et +	13	2,0
	673	100,0

-1) Nous avons compté dans cette pyramide des âges, tous les Tupuri recrutés par la SOSUCAM depuis 1968, donc les «partis» y sont inclus, et les «revenus» sont en double compte.

Des moins de 20 ans travaillent souvent à la SOSUCAM en qualité de glaneurs. Ces derniers passent dans les champs après la coupe pour ramasser les cannes oubliées. Cependant ce ne sont pas les nordistes qui se déplacent pour ce travail mais des jeunes de la région de Mbandjok.

Il va sans dire que cette jeunesse des immigrés tupuri va de pair avec leur célibat. Quelques-uns déjà mariés ont fait venir leurs femmes. Mais celles-ci coûtent cher : elles demandent de l'argent pour acheter les produits vivriers car elles ne peuvent pas en cultiver, et réclament des vêtements. Il arrive que la femme puisse ouvrir un petit champ de gombo ou de manioc près de la case, mais cela est insuffisant pour attribuer à ces femmes une activité agricole : elles restent dans la catégorie des "ménagères".

. une main-d'oeuvre instable

Environ 600 Tupuri ont été embauchés par la SOSUCAM depuis l'ouverture du complexe agro-industriel. 400 d'entre eux sont partis. Recrutés sur un contrat de 6 mois, la plupart d'entre eux préfèrent partir avant la fin même d'un contrat qui leur assure pourtant un retour payé à leur village d'origine. Dès le premier mois, les démissions sont nombreuses : 1/4 des recrutés abandonnent devant la dureté de la tâche. Seul 1/10 des recrutés tiennent plus de 6 mois¹.

Tableau 6 : Durée d'emploi des Tupuri partis de la SOSUCAM avant mars 1971

	nombre	%
moins d'un mois	105	26
de 1 à 6 mois	253	63
plus de 6 mois ²	43	11
	401	100

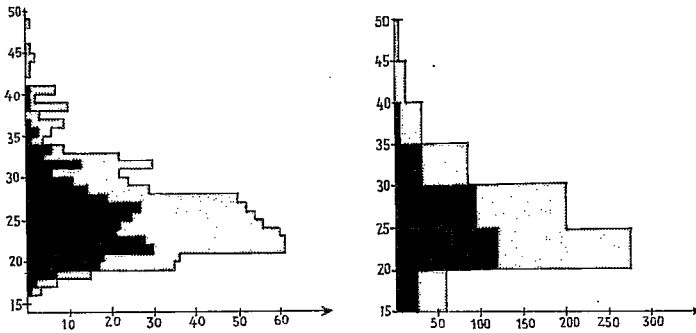
source : fichier du personnel -
SOSUCAM - mars 1971

Cette instabilité constitue un handicap certain pour la SOSUCAM qui n'avait pas prévu ces difficultés dans le recrutement de la main d'oeuvre. A cette instabilité s'ajoute d'ailleurs un fort absentéisme, et le nombre des travailleurs est toujours inférieur à celui des inscrits.

C'est à la suite de cette situation que la SOSUCAM a décidé la prolongation des contrats à 1 an, et l'amélioration de l'habitat des manoeuvres agricoles.

1) Le contrat était de 6 mois au moment de l'enquête. Il est passé depuis à 1 an.

2) Dont 28 de 7 à 12 mois, et 15 de plus de un an.



Source: Fichier du personnel Sosucam
 Fig. 13 - Pyramide des âges des Tupuri embauchés par
 la SOSUCAM de 1968 à mars 1971
 présents en mars 1971

Une longue saison sèche sévit dans la zone sahélienne et rythme en deux temps les activités économiques et sociales du nord du Cameroun. On peut dès lors se demander si les populations de la plaine du Logone ne mettent pas à profit cette saison sèche pour aller trouver du travail ailleurs. D'après J. GUILLARD, les mois de juillet-août-septembre sont ceux qui monopolisent le plus la main-d'oeuvre agricole tupuri dans son pays d'origine (la saison agricole commence à la fin de mai et se termine à la fin de décembre). Ceci est parfaitement compatible avec le calendrier cultural de la canne à sucre car c'est dès le début de la saison sèche qu'on doit commencer à couper les cannes afin de profiter de toute la saison sèche qui est relativement courte à la latitude de Mbandjok. Ce travail commence donc à la fin de l'année et un recrutement important de main d'oeuvre se fait tout les ans au mois de novembre.

Cette main-d'oeuvre, recrutée au début de la saison sèche en novembre, a cependant hâte de regagner son pays avant la reprise des pluies, fin mai. Elle abandonne même l'indemnité de voyage qui est accordée à celui qui remplit toute la durée du contrat, à savoir 6 mois. La moitié des manoeuvres recrutés en début de saison sèche (novembre, décembre, janvier) n'ont pas terminé leur premier mois de travail! et très rares sont ceux qui prolongent au-delà des 6 mois.

Par contre, d'autres Tupuri acceptent de partir indépendamment de leur calendrier agricole, durant la saison des pluies. Cette main-d'oeuvre qui fait le sacrifice de ses propres activités économiques est nettement plus stable. Rares sont ceux qui démissionnent le premier mois, et les prolongements de durée de travail au-delà de 6 mois sont alors fréquents. Du côté de la SOSUCAM le besoin de main-d'oeuvre est permanent, d'une part pour combler les départs avant la fin de la saison sèche, d'autre part pour assurer le repiquage des cannes et les sarclages durant la saison des pluies.

Les caractéristiques de cette immigration des originaires du nord du Cameroun ne sont évidemment pas favorables à la naissance d'une agglomération urbaine. La main-d'oeuvre agricole employée par la SOSUCAM accepte en définitive, pour un séjour qui n'est que provisoire, les conditions d'habitat et d'urbanisme qui sont celles des camps de travailleurs.

A cela s'ajoutent les avatars d'un plan directeur d'urbanisme qui n'a pas su, dès le début, s'adapter aux populations présentes.

Tableau 7 : Durée d'emploi des Tupuri,
selon la période de leur recrutement,
en 1968, 1969 et 1970

	Recrutés en			
	novembre décembre janvier		juin juillet août	
	Nombre	%	Nombre	%
moins d'un mois	56	42	1	2
de 1 à 6 mois	51	47	47	78
plus de 6 mois	1	1	12	20
	108	100	60	100

plan d'urbanisation et habitat spontané

L'expérience acquise au Congo, où la croissance rapide de Jacob avait posé maints problèmes à la SIAN, voulait être mise à profit par la SOSUCAM. Un travailleur à Jacob entraînait, en moyenne, l'installation de 8 à 10 personnes. Les besoins de la SOSUCAM, d'environ 1 000 ouvriers permanents pouvaient donc laisser prévoir la naissance d'une agglomération de 10 000 habitants. Afin de ne pas être pris de vitesse, l'Office du chemin de fer Transcamerounais, demanda dès 1966 un plan d'urbanisme pour la future ville de Mbandjok. Les pouvoirs publics obtinrent un financement du F.A.C. en 1967 pour la création d'un ensemble de voies et un réseau de distribution d'eau déterminant un lotissement d'accueil de 430 parcelles, d'une taille variant de 220 à 300 m². Cette trame s'achève en 1968 et s'inscrit dans un plan d'urbanisme conçu comme le cadre d'extension d'une petite ville de 10 000 habitants dès 1970.

Le prix de revient d'un lot est de 88 000 F CFA et l'on pensa qu'un ouvrier pourrait rembourser cette somme en 10 ou 15 ans, le fruit des ventes revenant à une caisse d'équipement de la ville. C'est là que les difficultés commencèrent.

Une situation confuse naît de l'opposition de plusieurs services administratifs¹. La Direction des Domaines souhaite vendre les lots à leur prix de revient et exige que les sommes soient versées au budget de l'Etat. Les services de l'Aménagement du Territoire et ceux de l'Urbanisme pensent au contraire plus réaliste d'abaisser le prix de vente des lots à 20 ou 30 000 F.

Cette joute administrative cessa lorsque l'on se rendit à l'évidence qu'aucun ouvrier de Mbandjok n'accepterait de s'endetter à ce point dans un lieu où il n'avait pas l'intention de se fixer. La plupart des ouvriers sont en effet des saisonniers agricoles et disparaissent à l'issue des six mois que dure la campagne sucrière. Seuls les

1) Les éléments de cette rivalité sont tirés du rapport établi par le S.M.U.H.-B.D.P.A. sur l'aménagement des territoires traversés par le chemin de fer transcamerounais. S.M.U.H.-B.D.P.A. - Aménagement des territoires traversés par le chemin de fer transcamerounais. 1971, Paris, SMUH-BDPA, 293 p.

ouvriers de l'usine dont l'emploi déborde la simple durée de la campagne agricole, pourraient accepter de se fixer, mais ils sont bien moins nombreux.

Durant ces âpres discussions, l'immigration allait bon train à Mbandjok et il ne se trouvait personne sur place pour organiser l'accueil. Bien qu'une sous-préfecture ait été créée au début de l'année 1968, il fallut attendre plusieurs mois la nomination et l'installation de la nouvelle autorité administrative qui eût pu mettre de l'ordre et éviter la prolifération d'un habitat spontané.

Lorsque le sous-préfet s'installe enfin, il reçoit immédiatement de nombreuses demandes d'attribution de lots sur la zone d'accueil. Faute d'une décision définitive quant au prix de cession, l'on décide tout de même de favoriser l'installation sur le lotissement et des constructions de type traditionnel s'élèvent sans tarder. 230 personnes sont ainsi installées lorsque le cahier des charges est enfin connu, après son établissement par le service des domaines. Ce dernier a maintenu son prix de vente de 88 000 F et l'agrément d'une obligation d'investir au moins 300 000 F dans la construction! Les 230 candidats à l'obtention d'un lot, déjà installés provisoirement, sont immédiatement partis.

En 1970 le lotissement d'accueil ne comptait que 16 occupants : 14 employés de l'usine et 2 commerçants.

Devant les difficultés d'hébergement, les immigrants ont dû eux-mêmes résoudre leurs problèmes immédiats d'installation, aidés en cela par la SOSUCAM ou la Mission Catholique.

Il est certain que l'absence de logements va à l'encontre de la stabilité de la main d'oeuvre. La SOSUCAM ne désirait pas intervenir directement dans le domaine de l'habitat mais fut contrainte, devant les tâtonnements de l'administration locale, à ouvrir des lotissements provisoires sur ses terres de culture. C'est ainsi que tout près de l'usine, une partie de l'ancien village de Mbandjok donne naissance aux quartiers Mambrah et Nkoleton, qui comptaient respectivement 409 et 233 habitants en 1970 et qui n'ont cessé de grandir depuis, entièrement en dehors du plan d'urbanisme.

Les Vuté, ont regroupé les restes de leur ancien village en un quartier de 19 habitants qui se trouve à l'endroit prévu par le plan d'urbanisme pour la construction de services publics (marché, hôpital) et ne semblent guère décidés à rejoindre le lotissement qui leur est réservé.

Avant l'entrée à Mbandjok, en venant de Yaoundé, se trouve sur la gauche entre la route et la voie de chemin de fer, un alignement de cases, assez lâche, appelé le "quartier civil", véritable village de 112 personnes qui a, lui aussi, échappé au plan.

Près de l'usine, 95 Tupuri ont reconstitué un village de cases rondes autour desquelles quelques tiges de mil rappellent difficilement leur paysage familial.

Vers la gare, mais au delà des voies et du plan d'urbanisme, un autre village est né autour d'immigrés venant de l'Est (Baya) mais qui s'est agrandi de quelques autres familles sudistes et compte une cinquantaine d'habitants.

Enfin, à plus d'un kilomètre de la ville projetée, un très gros quartier, le "Plateau", s'est constitué auprès de la mission catholique,

sur des terres fournies par la SOSUCAM. Complètement dissocié de l'agglomération, ce quartier avait 819 habitants en 1970, et s'organisait, autour de ses rues tracées à angle droit, et de quelques boutiques, comme une petite agglomération indépendante de Mbandjok.

Devant le développement spontané de ces quartiers périphériques, il sera bien difficile de donner à Mbandjok l'allure d'une ville telle qu'elle était projetée. Après 1970 cependant, sur intervention de l'autorité administrative locale, la procédure domaniale a été revue et le prix de cession des lots ramené à 20 000 F. Très vite des demandes d'attribution de lots affluent à la sous-préfecture. Elles émanent pour 50 % d'ouvriers de l'usine qui peuvent obtenir un prêt de la SOSUCAM, 20 % de fonctionnaires et 30 % de gens divers, artisans ou commerçants.

Population de Mbandjok en août 1970

<i>Quartier</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Total</i>
Plateau	477	332	809
Mambrah	248	149	397
Nkol-Eton	124	82	206
Vuté	95	100	195
Avenue Centrale	107	49	156
Centre	81	69	150
Gare	62	48	110
Civil	55	44	99
Tupuri	84	6	90
Etrangers	27	16	43
Total	1 360	895	2 255

Source : enquête ORSTOM 1970

*Pyramide des âges de Mbandjok
ajustée au 1er janvier 1970*

<i>Tranches d'âge</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Total</i>
70 - 75 ans	1	1	2
65 - 69	2	3	5
60 - 64	3	3	6
55 - 59	12	11	23
50 - 54	17	16	33
45 - 49	35	29	64
40 - 44	49	36	85
35 - 39	73	47	120
30 - 34	152	87	239
25 - 29	263	99	362
20 - 24	290	148	438
15 - 19	158	94	252
10 - 14	73	62	135
5 - 9	91	76	165
0 - 4	123	151	274
Total	1 342	863	2 203

IV - les difficultés d'un devenir urbain

Mbandjok, malgré l'implantation d'un complexe agro-industriel sucrier n'est donc pas devenu une ville, et l'agglomération actuelle flotte dans un plan d'urbanisme trop ambitieux pour elle. Force est de constater que l'industrialisation n'induit pas automatiquement l'urbanisation. Nous allons dans ce chapitre expliquer les raisons concrètes de cet échec relatif.

une masse salariale fuyante

Il est évident que le destin de Mbandjok est étroitement lié à celui de la SOSUCAM. Celle-ci employait en décembre 1970, 1 662 salariés et, indirectement, les cadres expatriés de l'usine y ajoutaient quelques emplois domestiques. Le marché de l'emploi correspond donc principalement aux besoins de cette entreprise. Le secteur tertiaire quant à lui est représenté par quelques employés de l'administration : sous-préfecture, gendarmerie, service vétérinaire, école, etc...

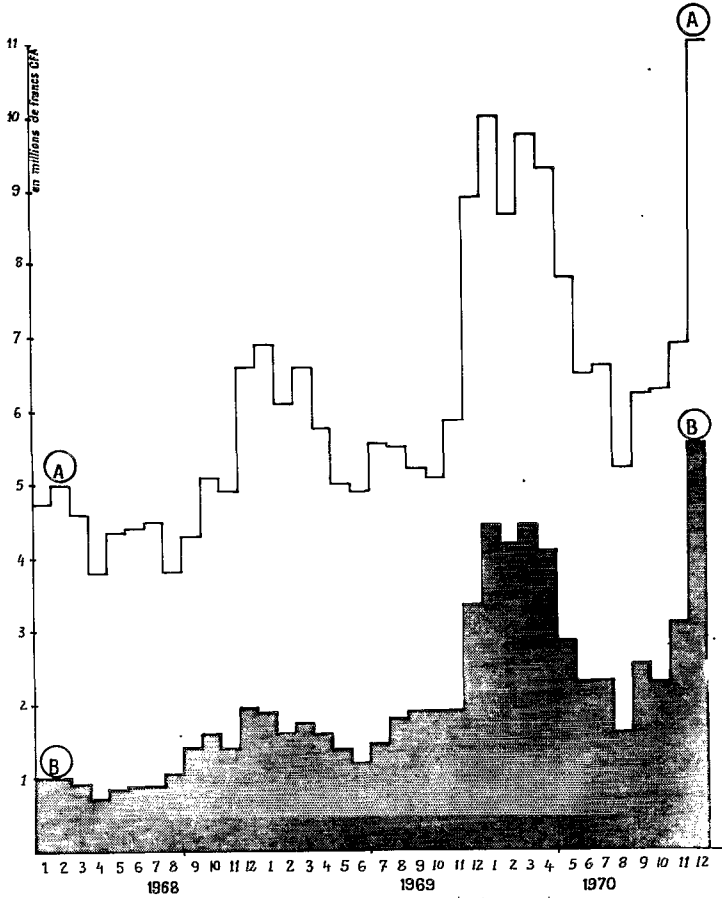
Un recensement démographique effectué en août 1970 au quartier Mambrah illustre parfaitement cette importance de la SOSUCAM :

Tableau 9 : *Activité professionnelle des hommes de plus de 15 ans
Quartier Mambrah - Mbandjok - 1970*

	<i>Nombre</i>	<i>%</i>
<i>Salariés de la SOSUCAM</i>	150	} 83
<i>Personnel domestique</i>	15	
<i>Employés de la sous-préfecture, de l'école, des services techniques</i>	12	
<i>Commerçants</i>	1	
<i>Non actifs</i>	21	
	<hr/> 199	<hr/> 100

Source : enquête ORSTOM 1970

En décembre 1970, à un moment fort de la campagne sucrière, la SOSUCAM distribuait un peu plus de 11 millions de F CFA à ses 1 662



A à l'ensemble des salariés (sauf cadres expatriés)
 B aux manoeuvres de culture
 1er janvier 1968 au 31 décembre 1970

Fig. 14 - Masse salariale versée chaque mois par la
 SOSUCAM

salariés. On pourrait donc s'attendre à un impact important de cette masse salariale sur le développement urbain de l'agglomération. Or il n'en est rien car la circulation de cette masse salariale est finalement entravée pour de multiples raisons que nous allons maintenant présenter.

. des salariés non consommateurs

La très grande majorité des salariés qui travaillent dans les champs de cannes à sucre de la SOSUCAM sont originaires du nord du Cameroun. Or ces derniers ont un comportement de travailleurs immigrés qui les incite à épargner le plus possible en restreignant leur consommation sur place. L'activité salariale est, pour eux, temporaire et consiste à ouvrir une parenthèse dans leur vie sociale. L'argent économisé en un court laps de temps servira, au moment du retour au village, à verser la dot pour acquérir une épouse ou à se munir des signes extérieurs qui apportent le prestige, par exemple un transistor ou un vêtement.

A Mbandjok, le cadre matériel de la vie de ces travailleurs immigrés est réduit au maximum. Certains sont logés dans des camps de la SOSUCAM (cette formule sera développée après 1970), ou dans les quartiers de l'agglomération où ils louent une pièce à plusieurs. Ce n'est d'ailleurs que par manque de place dans les campements qu'on retrouve des nordistes comme locataires dans les quartiers. Quelques travailleurs mariés et qui ont fait venir leurs épouses, ont même reconstruit un écart aux abords mêmes de l'usine avec des cases rondes semblables à celles du pays tupuri. Ces cases, aux toits de chaume, pointus, s'appuyant sur des murettes d'argile, et entourés de champs de manioc, de gombo et de quelques tiges de mil, apportent une note villageoise et exotique à un paysage dominé par la masse métallique de l'usine et les étendues géométriques des plantations.

La nourriture est également réduite au minimum vital, celui qui correspond à la reproduction des forces physiques pour reprendre une expression de l'analyse marxiste. Les originaires du nord du Cameroun, se réunissent en popotes de célibataires. Chacun verse de 1 000 à 2 000 F CFA par mois. Le mil est remplacé par du riz et surtout du manioc. La viande est rarement inscrite au menu. Le marché du soir qui présente des mets préparés est parfois utilisé comme complément : beignets, arachides sucrées, brochettes de viande. Parfois le célibataire prend pension chez un ami qui a amené sa femme.

En définitive, les manoeuvres agricoles en dépit de leurs faibles salaires, arrivent à économiser quelque argent. Cette économie prend la forme de dépôts à la Mission Catholique, à défaut d'une poste. L'argent est retiré au moment du départ ou avant le départ selon les occasions qui se présentent (un messenger en qui on a confiance). Le dépôt garantit la non-utilisation de l'argent car les tentations sont grandes, à la fin du mois, de puiser dans les réserves. C'est également une garantie contre le vol.

En 1970, 111 908 F CFA étaient en moyenne déposés mensuellement à la Mission Catholique. Les deux premiers mois de 1971 voient une nette augmentation des dépôts liée en partie à une augmentation du nombre des salariés, mais aussi, marque évidente d'une confiance grandissante dans l'efficacité du système ainsi mis au point.

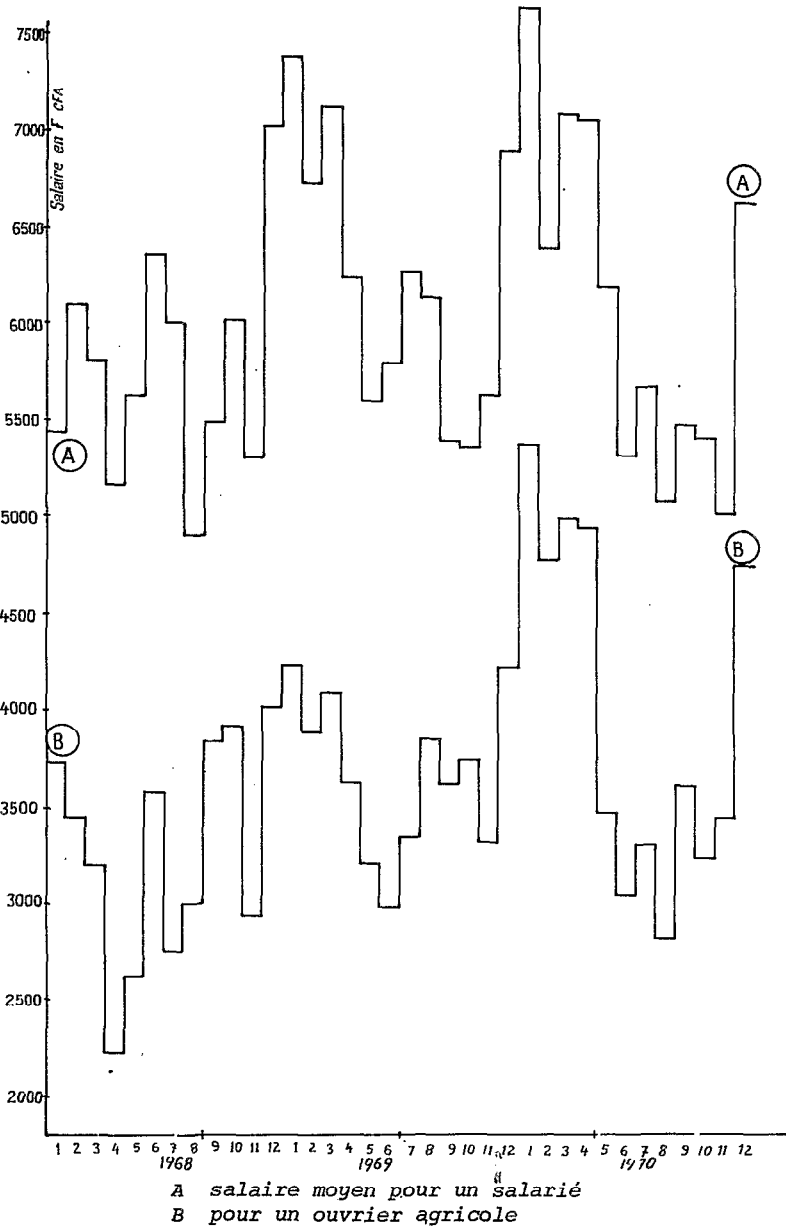


Fig. 15 - Salaires mensuels distribués par la SOSUCAM du 1er janvier 1968 au 31 décembre 1970

Les originaires du sud du Cameroun utilisent également cette possibilité de dépôt. Ceci complique les estimations que nous pouvons faire à partir de la comptabilité de la Mission Catholique afin d'avoir une vue plus précise des économies réalisées par les nordistes. Par ailleurs, plusieurs épargnants peuvent se réunir pour effectuer un même dépôt ; le nombre de dépôts ne correspond donc pas au nombre d'épargnants. Quoiqu'il en soit nous présentons l'évaluation suivante :

Pour les deux derniers mois, où le système semble s'être rôdé et généralisé, le total des dépôts atteint presque 800 000 F CFA. Sur ce total, nous ne connaissons pas la participation des originaires du sud du Cameroun, par contre nous l'avons pour les retraits : 36 %. Ce taux appliqué (arbitrairement) aux dépôts, donnerait une masse de 288 000 F CFA économisée par les nordistes en deux mois. Ceci donnerait une moyenne de près de 250 F CFA par mois et par originaire du nord du Cameroun. Toute l'épargne n'étant pas déposée à la Mission Catholique, cette moyenne n'est évidemment qu'un point de repère minimum.

Tableau 10 : Dépôts et retraits effectués par les salariés de la SOSUCAM à la Mission Catholique de Mbandjok du 1er janvier 1970 au 28 février 1971

Dépôts	montant total	2 142 795 F CFA	
	nombre	159	
	montant moyen	13 477	
Retraits	montant total	1 202 685	
	nombre	107	
	montant moyen	11 240	
Destination des retraits	local	431 785 F CFA	soit 35,9 %
	sud du Cameroun	2 000	0,2 %
	nord du Cameroun	779 300	64,8 %
	Tchad	22 000	1,8 %

Source : Mission Catholique de Mbandjok, mars 1971

Les dépôts sont collectifs, c'est-à-dire que plusieurs salariés mettent leurs économies en commun avant d'aller les déposer à la Mission Catholique. Malgré cette concentration préalable, le montant des dépôts est en général inférieur à 10 000 F CFA.

Tableau 11 : Montant des dépôts effectués par les salariés de la SOSUCAM à la Mission Catholique de Mbandjok du 1er février 1970 au 1er février 1971

	Nombre	%
moins de 10 000 F CFA	54	41,2
de 10 000 à 19 999	36	27,5
de 20 000 à 29 999	23	17,6
de 30 000 à 39 999	14	10,7
40 000 et plus	4	3,0
	131	100,0

Source : Mission Catholique de Mbandjok mars 1971

Avant le départ, le travailleur immigré achètera un poste de radio, une couverture ou un vêtement, afin de ne pas revenir les mains vides chez lui. Mais il aura, jusque là, comprimé au maximum sa consommation. On peut donc, à l'extrême, le définir comme un salarié sans pouvoir d'achat local. Son salaire est pour ainsi dire, transféré en grande partie, au nord du Cameroun.

. des visites intéressées

Les salariés originaires du sud du Cameroun gagnent en moyenne un salaire plus élevé que leurs compatriotes du nord, puisqu'ils travaillent pour la plupart à l'usine ou dans les services administratifs de la SOSUCAM. En général, ils consomment davantage sur place. Cependant une partie de leur salaire ne restera pas, elle non plus, à Mbandjok : les jours qui suivent la paie (le 5 de chaque mois) ou l'avance (aux environs du 20)¹ attirent de nombreuses visites familiales. Mbandjok, grâce au chemin de fer, est très accessible à partir de la région de Yaoundé. Le trafic des voyageurs à la gare de Mbandjok illustre parfaitement ce mouvement : les visiteurs arrivent le jour de la paie ou le lendemain et repartent un ou deux jours plus tard.

Inversement les jours de paie voient aussi partir un certain nombre de salariés, vers Yaoundé notamment, pour profiter immédiatement de leurs nouveaux revenus.

Un autre mouvement épuise aussi les revenus nouvellement touchés : c'est celui des prostituées qui, dans une région donnée, font le tour des entreprises distributrices de nombreux salaires². Elles interviennent les lendemains des paies avec comme prétexte quelques vêtements à vendre sur le marché, ou plus directement lorsqu'elles ont déjà une clientèle.

Les salaires, déjà pour la plupart très modestes, sont donc en plus soumis à de fortes hémorragies. Il ne restera que très peu de cette masse salariale pour faire face à la cherté de la vie. La vie est en effet chère à Mbandjok et ceci est la conséquence d'un approvisionnement difficile.

un approvisionnement difficile

La croissance d'une agglomération non-agricole suppose son approvisionnement par les campagnes environnantes, ou à défaut, par une région plus lointaine avec laquelle l'agglomération est reliée par des voies de communication rapides.

Mbandjok, depuis l'implantation d'un complexe agro-industriel sucrier, connaît des difficultés notables d'approvisionnement car les

1) Les avances consenties par la SOSUCAM le 21 de chaque mois représentaient en décembre 1970 environ 10 % de la masse salariale totale (soit un million de F CFA).

2) Ce mouvement est comparable à celui des «saisonniers» qui interviennent lorsque les récoltes de cacao et de café sont payées aux agriculteurs.

possibilités de l'agriculture locale sont très limitées, et le département de la LÉkié, qui pallie à cette déficience, ne le fait qu'à un coût élevé qui ne correspond pas aux tarifs salariaux des zones rurales.

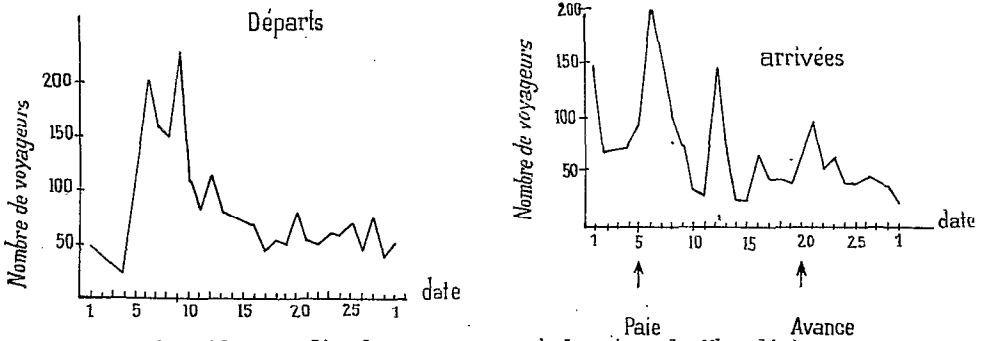


Fig. 16 - Trafic des voyageurs à la gare de Mbandjok du 1er février au 1er mars 1971

. l'absentéisme des autochtones

Les populations vuté, autochtones de Mbandjok, ne participent que très peu à l'approvisionnement de l'agglomération. Cet absentéisme économique s'inscrit dans un contexte de crise générale des sociétés vuté lesquelles n'ont pas résisté au choc colonial. Ces sociétés vuté se sont en effet organisées en principautés guerrières, au XIXème siècle, vivant du butin des razzias que leurs cavaleries lançaient contre les populations au sud de la Sanaga. Une partie de ce butin était destinée à payer le tribut que les chefs vuté versaient au lamido de Tibati. Après leur défaite contre les troupes allemandes de pénétration, les Vuté eurent de la difficulté à maintenir un destin collectif. Les communautés villageoises, non seulement n'eurent plus que l'agriculture comme ressources, mais se trouvèrent à l'écart de l'économie de plantation. Situé d'une part au sud de la zone cotonnière et des plateaux où se pratique l'élevage bovin, et d'autre part au nord de la forêt du sud du Cameroun où se cultivent le café et le cacao, le pays vuté est marginalisé dans ses productions économiques. Le réseau routier mis en place par l'administration coloniale sanctionna cette situation et la route reliant Yaoundé au nord du Cameroun longea la rive gauche de la Sanaga, c'est-à-dire la limite septentrionale de la zone forestière. La route Ntui-Yoko, qui traverse le pays vuté, peut être considérée pratiquement comme un cul-de-sac puisque le mauvais état du trajet Yoko-Tibati, qui correspond à la montée sur le Plateau de l'Adamaoua, rend le trafic très difficile.

Certes, Mbandjok fait partie des villages vuté qui se sont installés au sud de la Sanaga, après avoir traversé le fleuve, mais à cet endroit, la forêt est relativement éloignée et l'économie de plantation n'a pas pu s'y développer.

Depuis la pénétration coloniale, les populations vuté ont donc dû se reconvertir. Les "guerriers" se sont faits miliciens ou soldats dans les armées allemande puis française, ou gardiens de nuit dans les villes. Beaucoup de femmes se sont prostituées et les jeunes ont émigré vers les milieux urbains où ils partent bien souvent sans diplôme scolaire du fait du sous-équipement de leur région d'origine.

Ce malaise général s'est accentué plus précisément à Mbandjok où l'installation du complexe agro-industriel sucrier s'est faite au coeur du terroir villageois et les autochtones ont dû ouvrir de nouveaux champs de cultures vivrières assez loin de leur habitat, notamment au nord de la ligne de chemin de fer, sur des sols sablonneux saturés d'eau en saison des pluies. Mais les Vuté n'ont jamais été de très bons agriculteurs. Alors que la taille moyenne de l'exploitation agricole du département est de 1,84 ha, les 26 ménages vuté de Mbandjok ne cultivent en moyenne que 59 ares : 46 ares en cultures vivrières et 13 ares en cacaoyers. 4 exploitations seulement dépassent 1 ha. Ces chiffres rapportés au nombre des actifs agricoles donnent comme superficie cultivée : 21,93 ares, dont 17,22 ares en vivriers et 4,71 ares en cacaoyers, par actif.

Le manioc occupe plus de la moitié des superficies cultivées (57,3 %), il admet quelques légumes et condiments intercalés. C'est une plante peu exigeante quant au sol, de conservation facile puisqu'elle peut être laissée en terre pendant deux ans et récoltée au fur et à mesure des besoins ; et qui donne lieu à une assez grande variété de mets selon la préparation. Par ailleurs ses feuilles sont utilisables comme "légumes".

Le manioc et l'arachide sont utilisés systématiquement comme culture de première année.

La banane plantain vient au second rang des cultures vivrières avec près de 16 % des superficies cultivées. A noter aussi, la présence d'ignames lesquelles sont une des principales cultures des régions voisines de Bafia et d'Obala.

Des plantations de cacaoyers utilisent le couvert et l'humidité des forêts galeries. Elles représentent 1/5 de la superficie cultivée. Des plantes vivrières poussent entre les pieds de cacaoyers.

Tableau 12 : Nature des cultures dominantes des exploitations vuté¹

Cultures	Superficie en ha	% du total
manioc ²	8,80	57,3
cacaoyers ³	3,30	21,5
bananiers	2,45	15,9
ignames	0,33	2,2
condiments divers	0,14	0,9
tomates	0,13	0,8
courges	0,10	0,7
champs sans cultures	0,10	0,7
	15,35	100,0

1) Enquête portant sur 26 exploitations familiales.

2) Quelques légumes sont intercalés avec le manioc. Arachide et maïs y sont associés sur les champs nouveaux.

3) En plantation mixte avec du vivrier.

Cette situation agricole ne permet évidemment pas aux populations vuté d'approvisionner les marchés de l'agglomération. Tout au plus quelques femmes vuté préparent des mets cuisinés, revendent des colas, ou se spécialisent dans la fabrication de la bière de maïs. Ces femmes fréquentent surtout le marché du soir.

Les chiffres précédents montrent par ailleurs que les agriculteurs vuté de Mbandjok ne sont que très peu intégrés à l'économie de plantation, celle-ci n'occupe pas beaucoup plus d'1/5 des cultures. Les forêts galeries où pouvaient se situer quelques plantations arboricoles ont d'ailleurs été prises par la SOSUCAM ce qui enlève tout espoir de développement en ce domaine.

Bousculés dans l'organisation de leur finage, privés de leurs meilleures terres, les autochtones ont, en plus, été déplacés dans leur habitat. Le plan directeur d'urbanisme prévoit en effet le déplacement du quartier vuté, c'est-à-dire de l'ancien village. Les familles vuté de Mbandjok doivent désormais, comme toutes les autres familles, entrer dans les lotissements qui leur sont réservés.

Cette situation locale, ajoutée au malaise général que nous avons évoqué précédemment, explique que les Vuté de Mbandjok ne mettent pas à profit la situation présente. On pourrait en effet imaginer que la présence d'une population immigrée et salariée induise une augmentation de la production vivrière et donne lieu à de multiples opérations spéculatives : ouverture de bars et gargottes, location de cases, etc... Les Vuté sont également les premiers sur place pour poser leur candidature aux emplois salariés offerts par la SOSUCAM. Certes la bière de maïs est vendue par des femmes vuté aux travailleurs immigrés, quelques bars se sont ouverts, des Vuté sont entrés à l'usine, mais nous sommes bien loin d'un activisme économique. On ne saurait parler d'un rejet total de complexe sucrier, mais l'enthousiasme n'y est pas. Manifestement la SOSUCAM a dérangé les populations vuté et celles-ci ont le sentiment de ne pas être parmi les bénéficiaires de l'opération sucrière.

D'autre part, les autochtones, même en développant leurs cultures vivrières, ne pouvaient pas assumer à eux seuls le ravitaillement de l'agglomération vu leur petit nombre.

. les femmes des salariés et la ferme de Makanandja

Cet absentéisme économique des autochtones laisse la place à d'autres initiatives. La relève va être prise en partie par les femmes des travailleurs immigrés. Il s'agit évidemment des originaires du sud du Cameroun car ceux du nord du Cameroun sont pour la plupart célibataires.

Les produits vivriers sont mis en vente sur le marché de Mbandjok au même prix pratiquement que sur les marchés de Yaoundé. Les salaires distribués en zone rurale ne sont évidemment pas suffisants pour faire face au coût de la vie et les femmes des salariés cherchent à ouvrir des champs vivriers autour de l'agglomération. Certaines y réussissent et nous avons pu ainsi enquêter 30 exploitations de ressortissants du quartier Nkoléton où sont hébergés de nombreux salariés de la SOSUCAM.

Les exploitations sont de taille très réduite (0,17 ha en moyenne), et exclusivement cultivées en vivriers.

Là aussi, le manioc prédomine en superficie. S'y ajoute un peu d'arachides et de maïs. Manioc et arachides sont cultivés la première année, ensuite le manioc reste sur place la seconde année.

La très faible dimension de ces exploitations vivrières laisse supposer que les produits sont essentiellement autoconsommés.

Une autre initiative importante va être prise par des femmes de travailleurs immigrés. Celles-ci se sont groupées en une coopérative de production : la "ferme de Makanandja", soutenue par la Mission Catholique. Cette coopérative regroupait 78 femmes et 2 hommes en mars 1971.

Formée en 1969 à partir d'un groupe de femmes résidant au "Plateau", cette coopérative a eu un effet d'entraînement puisqu'en 1971, 13 femmes venaient des quartiers du centre et 2 d'un village voisin, Zilli.

Les femmes éton sont au tout premier rang de cette coopérative.

Tableau 13 : Répartition ethnique des membres de la coopérative (ferme de Makanandja - mars 1970)

<i>Eton</i>	<i>31</i>
<i>Mvélé</i>	<i>20</i>
<i>Région de Nanga Eboko</i>	<i>18</i>
<i>Ewondo</i>	<i>7</i>
<i>Bafia</i>	<i>2</i>
<i>Basaa</i>	<i>1</i>
	<hr/> <i>80</i>

La SOSUCAM accorda, sur le domaine qui lui avait été réservé, un terrain dans le prolongement du quartier du Plateau, entre les rivières Wuru et Bet et mit à la disposition des associés, des engins pour le défrichage. Depuis, la culture continue à être mécanisée pour le labour. 12 hectares étaient ainsi cultivés en 1969, en maïs et en arachides, et 40 ha en 1970 (25 ha d'arachides, 10 ha de maïs et 5 ha de courges). A cela s'ajoutait un verger de 500 arbres fruitiers (manguiers, etc...), et depuis août 1970, un champ de 500 pieds d'ananas. Le terrain est divisé en lots égaux de l'ordre de 50 ares chacun.

Les associés sont tenus de faire 5 jours de travail par semaine. Les abstentions non motivées par un préavis ne sont, en définitive, pas nombreuses : sur une période de 2 mois¹ (soit 45 jours de travail), 247 jours d'absence ont été relevés, soit une moyenne de 3,1 jours par membre. Les semences et le matériel de culture sont fournis par la coopérative. Ils sont remboursables au moment de la récolte.

La vente des récoltes de la première campagne a permis de distribuer à chaque associé l'équivalent d'une rémunération sur la base de 31 F CFA l'heure de travail, alors que le salaire minimum agricole garanti était à cette époque là de 21 F CFA. Le tarif a été augmenté pour la seconde campagne à 37 F CFA.

1) du 10 janvier au 10 mars 1971.

On retrouve ces femmes de travailleurs immigrés au marché vivrier de Mbandjok comme vendeuses. 40 à 60 % des vendeuses sont en effet originaires de l'agglomération de Mbandjok, surtout des quartiers qui hébergent les salariés de la SOSUCAM (Mambrah, Nkoléton, etc...). En fait, il n'est pas évident que ces femmes apportent sur le marché leur propre production car le phénomène de la revente s'est généralisé: les 3/4 de la valeur marchande des produits exposés sur le marché sont aux mains de revendeurs. Il est donc difficile d'estimer la production agricole que les femmes des salariés de la SOSUCAM amènent directement sur le marché. Leur rôle dans l'approvisionnement de Mbandjok se situe davantage au niveau des transactions commerciales. Elles utilisent une partie du salaire de leur conjoint pour acheter des produits à Yaoundé et à Douala¹, où elles ont de la famille, ou aux camions qui descendent du nord du Cameroun remplis d'oignons et de manioc, ou bien, elles pratiquent l'achat et la revente sur place (14 % de la valeur marchande des marchés que nous avons enquêtés).

. apport des villages environnants et d'Obala

Sur les deux marchés vivriers principaux, nous avons recensé de 30 à 50 % de vendeurs originaires des villages environnants. Ce sont évidemment les villages voisins les plus proches qui participent le plus : Ndo et Zilli-Nkoteng. Des vendeuses viennent de villages plus éloignés et font parfois plus de 20 km, par exemple celles qui résident dans l'arrondissement d'Essé plus au sud. Les déplacements se font à pied pour ceux qui sont à l'écart de l'axe routier Nanga Eboko-Obala.

Alors que la partie rurale de Mbandjok n'apporte directement ou indirectement sur le marché vivrier que moins de 5 % de la valeur marchande, les villages environnants y apportent entre 20 et 25 %.

Cela explique la présence sur les marchés de nombreuses vendeuses mvélé, ou ressortissantes des multiples ethnies de la région de Nanga-Eboko.

Enfin, la région plus lointaine d'Obala intervient elle aussi dans l'approvisionnement de l'agglomération. Cette région est en effet riche en production agricole (c'est elle qui alimente Yaoundé) et bien reliée à Mbandjok par une double voie de communication routière et ferroviaire. Au marché vivrier du 5 mars 1971, 17 % des vendeuses avaient emprunté le car comme moyen de locomotion, en provenance soit de Nanga-Eboko, soit d'Obala. A ce même marché, 16 % de la valeur marchande provenaient d'Obala.

1) Sont ramenés de la ville des harengs et autres poissons fumés, des crevettes séchées, du sel, etc. Le voyage n'est pas forcément un déplacement à caractère purement commercial, car le motif en est souvent une visite rendue à la famille. Environ, le quart de la valeur des produits exposés au marché viennent de Yaoundé et de Douala.

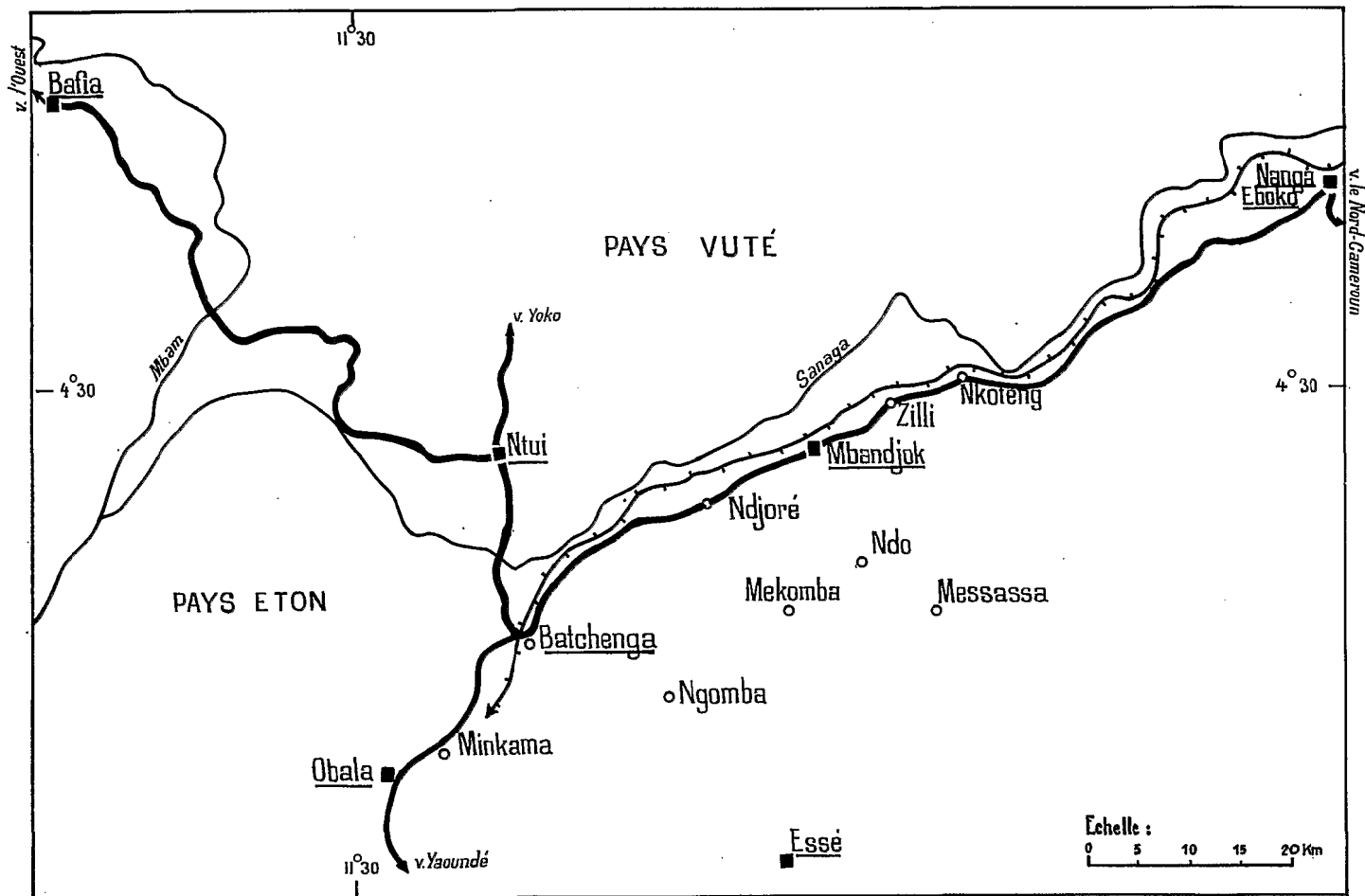


Fig. 17 - Région de Mbandjok

Tableau 14 : Résidence des vendeurs sur les marchés de Mbandjok

Résidence des vendeurs	Marché vivrier de 8 à 9 h le 5.03.71		Marché vivrier de 8 à 9h le 6.03.71		Petit Marché de 8 à 9h le 19.03.71		Marché du soir de 18h30 à 20h le 5.03.71	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
	<i>Quartiers de Mbandjok</i>							
a. Mambrah	12		9		10		2	
b. Centre	3		4		4		1	
c. Vuté	2		3		4		-	
d. Civil	3		2		1		1	
e. Nkoléton	3		6		3		5	
f. Gare	4		-		-		6	
g. Plateau	-		5		-		-	
h. Indéterminée	-		-		-		8	
Total	27	40,9	29	60,4	22	81,5	23	100
Mbandjok rural	-		1		-		-	
Villages environnants (rayon de 20 à 30 km)	33		14		2		-	
Région d'Obala	6		4		1		-	
Indéterminée	-		-		2		-	
Total	39	59,1	19	39,6	5	18,5	-	0
Total	66	100	48	100	27	100	23	100

Tableau 15 : Provenance des marchandises exposées sur les marchés de Mbandjok (valeur en F CFA)

	Marché vivrier		T o t a l	
	le 5.03.71	le 6.03.71	Valeur CFA	%
<i>Producteurs directs :</i>				
Mbandjok	1 000	1 120	2 120	2
Villages voisins	11 500	4 835	16 335	15
Villages éloignés	4 200	4 250	8 500	8
	16 750	10 205	26 955	24
<i>Revendeurs de Mbandjok :</i>				
Achats aux paysans locaux	1 800	920	2 720	2
villages voisins	5 100	-	5 100	5
marché de Mbandjok	7 685	7 305	14 990	14
camions venant du nord du Cameroun	4 570	3 305	7 875	7
Obala	10 450	1 760	12 210	11
Yaoundé	10 135	16 565	26 700	24
Douala	9 550	1 400	10 950	10
Arrondissements de Nanga-Eboko et d'Essé divers	-	2 090	2 090	2
	-	850	850	1
	49 290	34 195	83 485	76
Total	66 040	44 400	110 440	100

Tableau 16 : Moyens de transport
utilisés par les vendeurs,
marché de Mbandjok du 5 mars 1971

car	11
train	1
bicyclette	1
à pied	53
	<u>66</u>

. les marchés de Mbandjok

Malgré les apports extérieurs des villages environnants et de la région d'Obala, Mbandjok reste insuffisamment approvisionné et les prix des denrées s'en ressentent. Mbandjok est un centre secondaire où les salariés se plaignent amèrement que la vie est chère, aussi chère que dans une grande ville alors que les salaires sont moindres.

A ce problème s'ajoute un aspect qualitatif du fait de la présence de nombreux célibataires qui ont besoin de mets préparés, et de nombreux nordistes qui sont nostalgiques d'une nourriture à base de mil. Les quelques sacs de mil que la SOSUCAM a fait descendre du nord ont été très vite liquidés et il faudrait penser à un approvisionnement en mil plus régulier¹. La Mission Catholique, de son côté, a également pris une initiative semblable en faisant venir des sacs de riz d'une Mission voisine près de Nanga-Eboko. Chaque semaine, une tonne de riz est ainsi fournie à un commerçant de l'agglomération.

Mbandjok se réveille très tôt le matin car les manoeuvres agricoles arrivent dès 5 heures à la porte de l'usine. Des femmes de salariés y sont également et présentent quelques mets préparés (beignets de blé, maïs ou manioc, bâtons de manioc, arachides sucrées...). Nous avons ainsi recensé une dizaine de vendeuses, le 5 mars 1971. La moitié d'entre elles étaient ressortissantes basaa et bafia.

Les mêmes mets préparés sont exposés sur le marché du soir, lequel se tient au centre de l'agglomération de 18h30 à 20h. Le marché du soir est cependant nettement plus copieux car s'ajoutent aux mets précédents, des morceaux de viande cuite avec de la sauce et des tubercules. Quelques nordistes (Hausa, Fulbé, Duru) préparent des brochettes et présentent des colas. A noter également la présence de quelques Vuté. Au total, 23 vendeuses ont été recensées le jour de notre enquête, sur ce marché du soir.

Le marché vivrier se tient deux fois par semaine : un "petit" marché alterne avec le marché principal. Le marché principal au coeur même de l'agglomération, peut réunir environ une cinquantaine de vendeurs, pour la plupart des femmes. Les lendemains des paies, ce chiffre augmente et le marché vivrier se complète avec des étalages de commerçants qui vendent des produits manufacturés (vêtements, chaussures, tissus, produits de toilette et de beauté, conserves alimentaires, mercerie, etc...). Le "petit" marché a deux fois moins de vendeurs.

1) Lors de notre enquête, la SOSUCAM envisageait la création d'un économat. Mais un approvisionnement régulier en mil semble devoir se heurter au problème de la préparation du repas à base de mil, dont la longueur (environ 3 heures) la met hors de portée des travailleurs célibataires.

Tableau 17 : Origine ethnique des vendeurs sur les marchés de Mbandjok

	Marché vivrier de 8 à 9h le 5.03.71	Marché vivrier de 3 à 9h le 6.03.71	"Petit Marché" de 8 à 9h le 19.03.71	Marché du matin de 5h le 5.03.71	Marché du soir de 18h30-20h le 5.03.71
1. Vuté	-	5	-	-	4
2. Mvélé	23	7	8	-	2
3. Autres ethnies locales	20	16	4	-	3
4. Eton	8	7	5	1	7
5. Ewondo, Bané	1	1	1	-	-
6. Basaa, Bakoko	5	5	4	3	-
7. Ethnies de la région de Bafia (Bafia-Banen)	1	2	1	2	-
8. Bamiléké	4	3	3	-	-
9. Fulbé, Hausa, Duru	2	2	-	-	4
10. Ethnies du Sud et de l'Est (Baya, Maka, Fang)	2	-	-	-	3
11. Indéterminée	-	-	1	4	-
Total	66	48	27	10	23
dont hommes	7	4	-	-	-

La valeur marchande de ce marché vivrier n'est pas élevée car elle varie de 40 000 à 70 000 F CFA (15 000 à 25 000 F CFA pour le "petit" marché). La valeur moyenne par vendeur ne dépasse pas 1 000 F CFA. De nombreux vendeurs n'amènent pas plus de 500 F CFA de marchandises.

Tableau 18 : Répartition des vendeurs selon la valeur (en F CFA) des produits qu'ils exposent sur le marché - Mbandjok mars 1971

	Marché vivrier du 5 mars 1971	"Petit" Marché vivrier du 19 mars 1971
moins de 500 F CFA	20	16
de 500 à 999 F CFA	25	1
de 1 000 à 1 999 F CFA	13	9
de 2 000 à 4 999 F CFA	6	1
5 000 et plus	2	-
	66	27

Les féculents et les légumes constituent le quart de la valeur marchande des produits mis en vente. Par ordre d'importance, nous avons les arachides, le manioc, le riz, les macabo et taro, le sésame, les graines de courge et les bananes plantains. Le maïs et les feuilles appelées localement "légumes", sont également vendus mais en quantité réduite.

Tableau 19 : Nature et valeur (en F CFA) des produits
mis en vente sur le marché de Mbandjok en mars 1971

	5 mars	6 mars	19 mars	Total
Valeur totale des marchandises mises en vente	64 205	44 665	21 225	130 095
Nombre de vendeurs	66	48	27	141
Valeur moyenne par vendeur	973	930	786	923
en % poissons, viandes, oeufs	38	38	31	37
huile et condiments	24	16	38	23
tubercules et légumes	23	29	19	24
fruits	2	1	1	1
boissons et excitants	7	8	7	8
mets cuisinés	3	8	3	5
bois et matériel de cuisine	3	0	1	2
	100	100	100	100
1. poissons de rivière	6 130	4 350	5 400	15 880
2. harengs, poissons fumés SIPEC, crevettes séchées	15 000	10 400	1 270	26 670
3. termites	3 050	1 600	-	4 650
4. viande séchée	-	500	-	500
5. oeufs	-	300	-	300
Total poisson-viandes-oeufs	24 180	17 150	6 670	48 000
6. noix et huile de palme	9 480	1 975	2 370	13 825
7. sel	1 630	1 190	1 700	4 520
8. oignons, ail	2 250	2 160	2 370	6 780
9. tomates	610	965	610	2 185
10. piment	445	470	150	1 065
11. divers	1 010	165	800	1 975
Total huile et condiments	15 425	6 925	8 000	30 350
12. arachides	4 900	3 350	1 500	9 750
13. manioc	3 790	1 670	280	5 740
14. riz	1 250	2 800	-	4 050
15. macabo, taro	3 560	-	150	3 710
16. sésame	260	3 000	-	3 260
17. graines de courge	320	1 380	800	2 500
18. plantains	405	340	1 245	1 990
19. maïs	-	200	-	200
20. "légumes" (feuilles)	130	-	-	130
Total tubercules et légumes	14 615	12 740	3 975	31 330
Total fruits	1 090	415	285	1 790
Total boisson et excitants	4 820	3 680	1 510	10 010
Total mets cuisinés	1 940	3 755	590	6 285
Total bois et matériel de cuisine	2 135	-	195	2 330
Total	64 205	44 665	21 225	130 095

La viande et le poisson sont très recherchés sur le marché. Harengs, poissons fumés et crevettes séchées arrivent de Douala. Un camion de la SIPEC stationne fréquemment sur l'aire du marché. Cependant l'apport local est aussi important : la Sanaga est proche et poissonneuse et des pêcheurs spécialisés y travaillent en permanence. A la date de notre enquête des paquets de termites étaient vendus sur le marché. Du gibier boucané et quelques oeufs complètent la liste des aliments riches en protéines.

L'huile et les condiments sont indispensables à la confection de la "sauce". L'huile, au niveau de Mbandjok, coûte chère car on doit la faire venir du sud du Cameroun. Le sel, déjà mis en vente dans les boutiques de l'agglomération, peut également être trouvé sur le marché. Les oignons (et un peu d'ail) en provenance du nord du Cameroun, sont très appréciés. Il en est de même des tomates, moins faciles à conserver. Le piment est également un des principaux condiments et ne peut manquer sur le marché.

Ces trois catégories de produits constituent l'essentiel des marchandises mises en vente ; ils représentent 84 % de la valeur marchande.

Toutes ces transactions commerciales sur le marché concernent le ravitaillement même de Mbandjok. Le marché n'est pas une plaque tournante vers d'autres destinations. Les revendeurs réalisent des spéculations somme toute limitées puisqu'ils revendent pratiquement sur place. Les mêmes limites vont s'exercer sur les activités des bars et des boutiques de l'agglomération.

situation du commerce local

. un commerce concurrencé

Vue l'importance de la masse salariale distribuée par la SOSUCAM, on serait en droit d'imaginer des commerces locaux prospères. La construction de bâtiments commerciaux en dur et à étage est d'ailleurs prévue dans la rue principale par le plan directeur d'urbanisme. La réalité est toute autre : les commerçants qui voient la faible rentabilité de leurs investissements ne se montrent nullement pressés de quitter leur boutique actuelle pour construire en dur dans le lotissement réservé à cet effet. La stagnation du commerce à Mbandjok est significative de la lenteur du processus d'urbanisation.

Certes la masse salariale mensuelle distribuée par la SOSUCAM est importante, mais elle est répartie entre de nombreux travailleurs et chacun n'a en définitive qu'un salaire peu élevé. Les manoeuvres notamment dépassent très rarement 4 500 F CFA de salaire mensuel (fig. 15)¹, et ce montant n'est d'ailleurs atteint que par une utilisation maximum du système de primes. Mbandjok, loin de Yaoundé, est considéré comme une zone rurale et l'échelle des salaires minimum est fixée à un niveau nettement plus bas que pour les centres urbains. Cependant, la vie est aussi chère à Mbandjok qu'à Yaoundé sinon plus car l'approvi-

1) Avant la date de notre enquête, c'est-à-dire février 1971.

sionnement en produits vivriers se fait par apport extérieur ; en plus, de nombreux biens de consommation viennent de Yaoundé et leurs prix sont donc augmentés des frais de transport. Les salaires "ruraux" de Mbandjok sont en contradiction avec le fait que ce centre urbain ne bénéficie nullement de son environnement rural.

Au faible pouvoir d'achat des travailleurs s'ajoute l'irrégularité des entrées d'argent car, du fait de l'absence d'activités secondaires, les consommateurs sont entièrement dépendants du rythme salarié. Consommateurs potentiels deux fois par mois (le jour de la paie et celui des avances), ils sont pratiquement non solvables les autres jours du mois, en dehors des produits de toute première nécessité. Les commerces locaux profitent des jours de "vaches grasses", mais ce sont des jours sans lendemain : les salaires à eux seuls se révèlent insuffisants pour alimenter régulièrement un budget de consommation.

La courbe des recettes journalières de plusieurs commerces de Mbandjok¹ montre éloquentement deux périodes de vente correspondant au versement des salaires et à celui des avances. Ces périodes sont très courtes (pas plus de 2 jours chacune) et suivies d'une chute abrupte des recettes. Pour 4 commerces étudiés en mars 1971², la recette mensuelle moyenne d'une boutique est d'un peu plus de 57 000 F CFA, soit une recette journalière de 1 850 F CFA.

Les quelques jours de vente digne de ce nom, sont justement ceux qui sont choisis par des femmes de la région d'Obala qui débarquent sur le marché avec des sacs de tubercules de macabo et de manioc, et des régimes de bananes plantains ; et par des commerçants grecs et bamiléké qui font tous les marchés ruraux de la région de Yaoundé et de Nanga-Eboko. Le marché qui suit le jour de la paie déclenche une véritable invasion de Mbandjok et les commerçants locaux n'ont plus qu'un rôle de second plan. Plus d'une trentaine de commerçants ambulants débarquent donc la veille des jours de paie et étalent leurs produits le long de la route ou sous des abris sommaires, donnant à l'agglomération l'aspect d'une fête foraine. Les commerçants locaux doublent alors leur boutique par un étalage afin de se joindre à eux.

*Tableau 20 : Origine des commerçants
sur le marché du 5 mars 1971 à Mbandjok*

Mbandjok	7
Nanga-Eboko	8
Obala	16
Yaoundé	7
Douala	2
	40

1) 5 commerçants de Mbandjok ont accepté de noter leurs recettes journalières pendant un mois, au cours du premier trimestre 1971 (le mois de mars et la première semaine d'avril). L'un d'entre eux a tenu son cahier de comptes sur plusieurs mois, du 21 janvier au 28 mars.

2) Recette mensuelle de ces 4 commerçants : 108390 FCFA, 54185 FCFA, 36835 FCFA et 30300 FCFA.

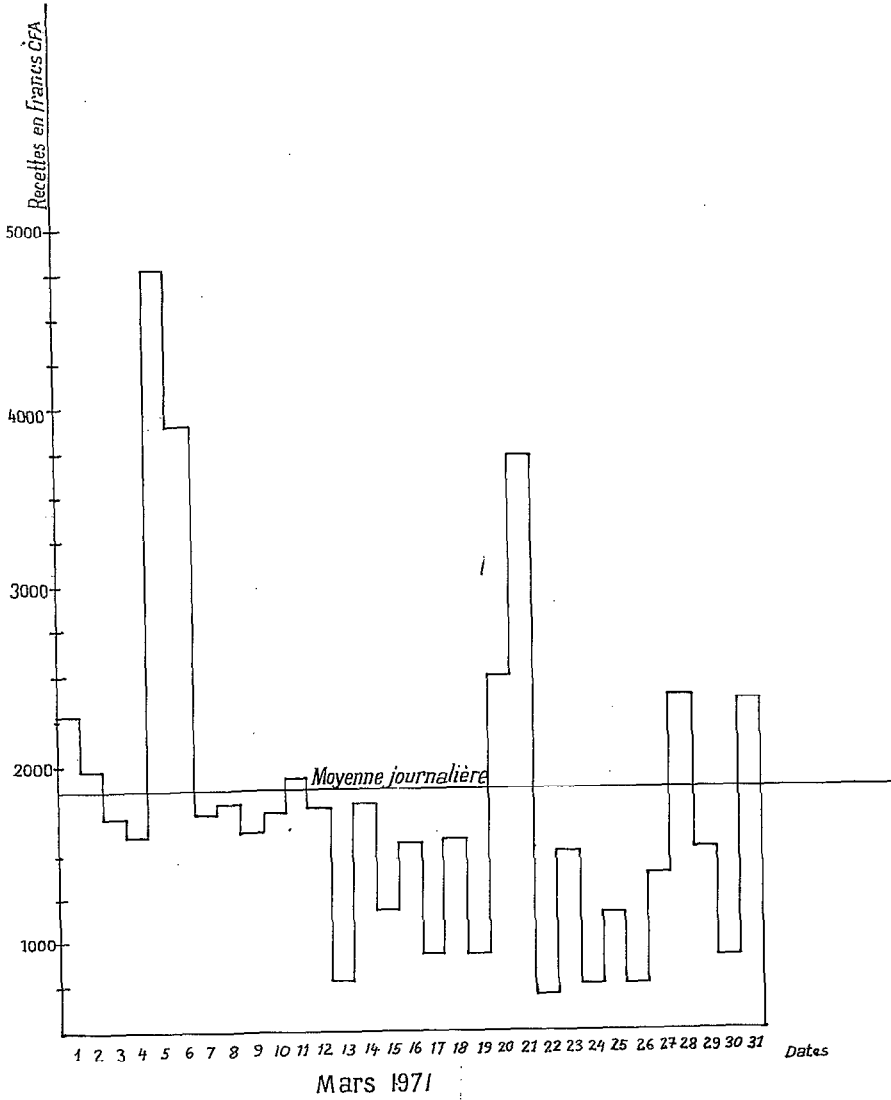


Fig. 18 - Recette journalière d'une échope (moyenne calculée sur 4 commerces). Mbandjok - mars 1971

La présence du personnel expatrié de la SOSUCAM (55 personnes habitent la cité) n'a aucun impact sur le commerce local. Les cadres vivent à l'écart, dans un campus où ils ont leur propre bar, et font leurs achats à Yaoundé. De même la SOSUCAM achète chaque jour dans une boulangerie de Yaoundé les petits pains qu'elle distribue aux manoeuvres agricoles¹. Seul un commerce de Mbandjok essaie de présenter un choix de boîtes de conserve pour attirer la clientèle européenne.

. présentation et classification des commerces de Mbandjok

La situation actuelle de Mbandjok où les salaires s'épuisent très vite n'est donc pas favorable au développement d'un commerce local. Pourtant les efforts n'ont pas manqué et nous avons recensé une trentaine de commerces et de boutiques d'artisans.

Tableau 21 : Date d'ouverture des boutiques de commerçants et d'artisans de Mbandjok

Date	Nombre
1968	3
1969	6
1970	4
1971	2
n.d.	14
total	29

Tableau 22 : Capital de départ de 11 commerces de Mbandjok²

Capital de départ	Utilisé pour l'achat d'un premier stock	Construction de la boutique
470 000	220 000	250 000 ³
160 000 ⁴	118 000	42 000
120 000	30 000	90 000
70 000	-	70 000
56 000	30 000	26 000
50 000	15 000	35 000
50 000	-	50 000
40 000	-	40 000
15 000	-	15 000
15 000	-	15 000
10 000	-	10 000
1 056 000	413 000	643 000
moyenne 96 000		58 455

- 1) Un boulanger qui serait en mesure d'ouvrir une boulangerie à Mbandjok, si la SOSUCAM s'approvisionnait chez lui, nous a fait part de son étonnement : pourquoi aller chercher à Yaoundé ce qu'on pourrait fabriquer sur place ?
- 2) Neuf autres commerces sont des boutiques louées de 2000 à 3000 F CFA par mois ou bien des propriétaires qui, chez eux, réservent une pièce à leur commerce.
- 3) Boutique construite en dur dans le quartier commercial du lotissement.
- 4) Nous avons cumulé le capital de départ de deux échoppes tenues par le même propriétaire.

Quelques artisans ont également essayé de s'implanter : 2 coiffeurs, 2 tailleurs (dans la même échoppe), un photographe, un réparateur de montres, un boucher, et un gargottier. Ils rencontrent les mêmes difficultés que les commerçants.

Voici une brève esquisse du portrait de l'artisan-commerçant de Mbandjok :

- 7 femmes dont deux tenancières de bar (sur 27 artisans et commerçants) témoignent de l'évolution du rôle de la femme dans un milieu urbain hétérogène.
- la présence de 7 Bamiléké et d'un Libanais (ce dernier a la plus grosse affaire de Mbandjok) n'étonne pas car nous retrouvons là une situation habituelle à tous les petits centres administratifs du sud du Cameroun. Cependant ils ne sont pas les seuls à avoir pris des initiatives dans le secteur tertiaire puisque les groupes ethniques de la région de Nanga-Eboko sont bien représentés. 2 Vuté ont ouvert un bar.
- l'hétérogénéité ethnique de la région de Nanga-Eboko se reflète non seulement dans la répartition ethnique des artisans-commerçants, mais aussi dans le fait que plusieurs d'entre eux ont contracté un mariage mixte (9 mariages mixtes contre 4 mariages non mixtes).
- la moyenne d'âge est de 33 ans seulement.
- plusieurs d'entre eux étaient déjà commerçants à Batchenga¹. Ils en sont partis lorsque Batchenga n'a plus été le terminus du chemin de fer en construction, et que la plantation de tabac a réduit ses effectifs. Les commerçants sont venus à Mbandjok, nouveau terminus de la ligne de chemin de fer et chantier de construction de l'usine sucrière. Aujourd'hui, Mbandjok n'est plus, à son tour, le terminus et le glissement vers l'est et le nord des artisans-commerçants peut se continuer.
- le commerçant qui s'installe utilise une pièce de sa propre case comme boutique. Il est parfois obligé de louer. Seul l'un d'entre eux est déjà installé dans un lot du plan d'urbanisme.

Tableau 23 : Répartition ethnique
des artisans-commerçants (Mbandjok 1971)

Bamiléké	6
Mvélé	4
Vuté	2
Hausa, Fali	2
Région de Nanga-Eboko	5
Eton, Basaa	2
Libanais	1
n.d.	5
	27

1) 5 étaient déjà commerçants à Batchenga, et 3 autres s'y trouvaient sans être artisans ou commerçants.

Tableau 24 : Situation matrimoniale
des artisans-commerçants (Mbandjok 1971)

célibataires	7	
mariages	13	
dont non mixtes		4
mixtes		9 ¹
n.d.	<u>7</u>	
	27	

Tableau 25 : Age des artisans-commerçants
(Mbandjok 1971)

moins de 30 ans	9
de 30 à 39 ans	9
40 et plus	2
n.d.	<u>7</u>
	27
moyenne d'âge : 33 ans	

Tableau 26 : Statut des boutiques
(Mbandjok 1971)

propriété	10
location	5
n.d.	<u>14</u>
	29

Tableau 27 : Date d'arrivée
des artisans-commerçants (Mbandjok 1971)

avant 1967	7
en 1967	3
en 1968	4
en 1969	5
en 1970	1
n.d.	<u>7</u>
	27

Que trouve-t-on dans les petits commerces de Mbandjok ?

Seuls les produits de première nécessité et au prix le plus bas possible ont des chances de s'écouler rapidement. Il n'y aura donc bien souvent qu'une seule marque (la moins chère) pour un seul produit: les sardines à l'huile et au piment sont de la marque "Nono", le lait

1) Dont 3 entre groupes ethniques de la région de Nanga-Eboko.

est en boîte "Nestlé", "Bonnet Rouge", ou "Legosse". Les bonbons viennent de "Chococam". "Bastos" offre une gamme complète de cigarettes, et les piles "Wonder" se retrouvent dans les plus petites échoppes. Les produits de beauté et les savons de toilette sont plus variés.

On trouvera finalement "un peu de tout" dans la même boutique pour faire face aux multiples besoins de la vie quotidienne. Seuls les bars apparaissent plus spécialisés, mais même là il y a toujours sous le comptoir, des cigarettes, des friandises et des produits alimentaires. Les commerces les plus importants ajoutent des vêtements à leur étalage et des biens d'équipement (objets ménagers, outils, pièces pour la construction et l'équipement d'une case, etc...). Dans un coin de la boutique on trouve souvent un sac de sel, de poissons séchés, de crevettes, ou un baril de pétrole ; parfois quelques produits vivriers : farine de manioc, "mains" de bananes, oignons, etc..., parfois aussi un dépôt de pains.

Nous avons classé les nombreux produits exposés dans les boutiques selon les catégories suivantes. Cette classification est de caractère purement utilitaire et nous l'avons adoptée dans le seul but de procéder à des regroupements.

CATEGORIES DE PRODUITS

- . *hygiène*
 - savon : savons pour lessive et toilette bleus de lessive, lessives
 - beauté : huiles, crèmes, poudres, talc, parfums
 - toilette : dentifrices, brosses à dents, lames de rasoir, peignes, biberons, poires à lavement
 - pharmacie : cachets d'aspirine, de nivaquine, vermifuge, pommades énergétiques (ex. "atomic")
- . *alimentation*
 - lait, sardines : boîtes de sardines, pâtés d'abats, maquereaux, "corned beef"
 - produits vivriers : poissons séchés, crevettes, manioc, mil, arachides, oignons
 - divers : boîtes de conserves: tomate, huile etc..., fromage, levure, "maggi", vinaigre, olives, café, cacao, chicorée, thé, biscuits, bonbons, chewing-gum, sucre, sel, pain
- . *bazar*
 - tabac : cigarettes, tabac
 - éclairage : allumettes, pierres à briquet, briquets, piles, ampoules, lampes-torches, lampes à pétrole, manchons, verres à lampe
 - autres : papeterie : crayons de bois, "bic", craies, ardoises, enveloppes, papier, matériel scolaire divers

vélo : patins de frein, rayons,
huile machine

construction : pointes, clous,
serrures, gonds

outils : machettes, hameçons,
fil de pêche

mercerie : aiguilles et épingles,
fils à tresser, et à broder,
élastiques etc...

divers : accessoires tels que
montres, bracelets, boutons de
manchette

équipement ménager : éponges,
marmites, couteaux, cuillères,
louches, cuvettes et assiettes,
verres à boire
miroirs, cadenas, cirage, eau
de javel, grésyl, ciseaux

vêtements

vêtements de confection
chaussures
tissus, serviettes éponge, draps,
mouchoirs,
sacs à main, valises, cartables
d'écolier

. bar

bière, vin, limonade, soda

Les ventes réalisées durant le mois de mars 1971 dans trois commerces de Mbandjok, indiquent que les conserves (poissons, pâté, sauce tomate, bouteilles d'huile, etc...), les cigarettes, le savon (lessive et toilette) et les vêtements, sont les catégories de produits qui se vendent le mieux.

Les marges bénéficiaires sont toujours de plus de 10 % en dehors des cigarettes dont le prix est taxé. Les produits d'usage moins courant ont des marges bénéficiaires beaucoup plus importantes que les produits alimentaires et d'hygiène, qui sont de première nécessité et qui se retrouvent dans toutes les petites échoppes (d'où une situation de concurrence généralisée).

A l'analyse, les commerces de Mbandjok se révèlent plus variés qu'à première vue. Certes on retrouve partout les mêmes produits, mais l'importance de chaque catégorie de produits varie d'un commerce à l'autre. En cela, l'inventaire des stocks révèle plusieurs types de petits commerces. On constate d'ailleurs que cette typologie est fonction de la taille de l'entreprise. La petite échoppe expose des savons, des produits de toilette, des produits pharmaceutiques, des conserves de lait et de sardines, des piles électriques et des cigarettes au détail. Si les affaires prospèrent, s'ajouteront des produits ménagers, des outils, quelques éléments pour la construction des cases, et surtout des vêtements. Arrivé à un certain stade de développement, le commerce abandonne les produits alimentaires et d'hygiène d'usage courant, pour se consacrer de plus en plus aux vêtements et biens d'équipements lesquels apportent une marge bénéficiaire plus élevée. Puis, ses

Tableau 28 : Produits vendus dans 3 commerces de Mbandjok
durant le mois de mars 1971¹

	%	moyenne pour un commerce en F CFA
conserves ²	14,55	9 262
tabac	14,20	9 043
savon	14,14	9 015
vêtements ³	13,70	8 692
sucré et sel	8,79	5 600
pain	5,73	3 645
produits vivriers	5,19	3 310
lait	5,14	3 027
éclairage	4,63	2 953
outils, équipements	4,11	2 623
friandises	3,95	2 510
papeterie	3,06	1 950
produits de beauté, de toilette et pharmacie	1,81	1 147
divers	1,07	675
	100,00	63 452

Tableau 29 : Marges bénéficiaires d'un commerce⁴
Mbandjok, mars 1971

cigarettes	de 1,0 à 1,2 %
alimentation :	
. lait	de 11,2 à 15,2 %
. café, cacao	de 11,7 à 12,0 %
. conserves (tomates, corned-beef)	de 12,5 à 19,2 %
hygiène :	
. savon	de 11,6 à 19,2 %
. dentifrice, produits de beauté	de 11,4 à 16,3 %
chaussures	de 11,4 à 13,8 %
piles électriques	de 12,1 à 16,0 %
bazar, papeterie ⁵	de 20,4 à 25,0 %

1) Ces trois commerces ont vendu en un mois pour un total de 191 030 F CFA.

2) Moins le lait que nous avons mis à part, les conserves de viande (pâté, sardines, maquereaux) sont très demandées (en moyenne 4 100 F CFA par commerce et par mois).

3) Un seul commerce sur les trois vend des vêtements. Pour ce commerce, la vente des vêtements représente près de la moitié de ses ventes (soit 48,70 %).

4) Il s'agit des marges bénéficiaires brutes desquelles ne sont pas déduits les frais de transport, de patente, de location de la boutique, de la gérance, d'éclairage, etc.

5) Cahiers, fil à tresser, éponges pour marmite, brosses à dent.

possibilités d'investissement étant plus importantes, il peut alors stocker des produits vivriers (farine de manioc, riz, mil, sel, pois-sous séchés, crevettes, etc...) et varier ses boîtes de conserves¹.

Les bars, quant à eux, suivent une autre évolution car ils sont davantage spécialisés.

La figure 19 met en corrélation la taille des commerces (selon le montant en F CFA de l'inventaire de leur stock) et l'importance relative à chaque commerce des diverses catégories de produits (cette importance établie en pourcentage est traduite sur le graphique en couleur noire).

On peut situer approximativement à 150 000 F CFA de marchandises stockées, le seuil qui distingue la petite échoppe, du commerce d'alimentation et de vêtements.

Tableau 30 : Taille des commerces de Mbandjok
(en 1971) selon la valeur de leur inventaire

	bars	autres commerces	total
10 000 à 49 999 F CFA	3	6	9
50 000 à 99 999 F CFA	-	3	3
100 000 à 149 999 F CFA	1	3	4
150 000 et plus	-	4	4
total	4	16	20

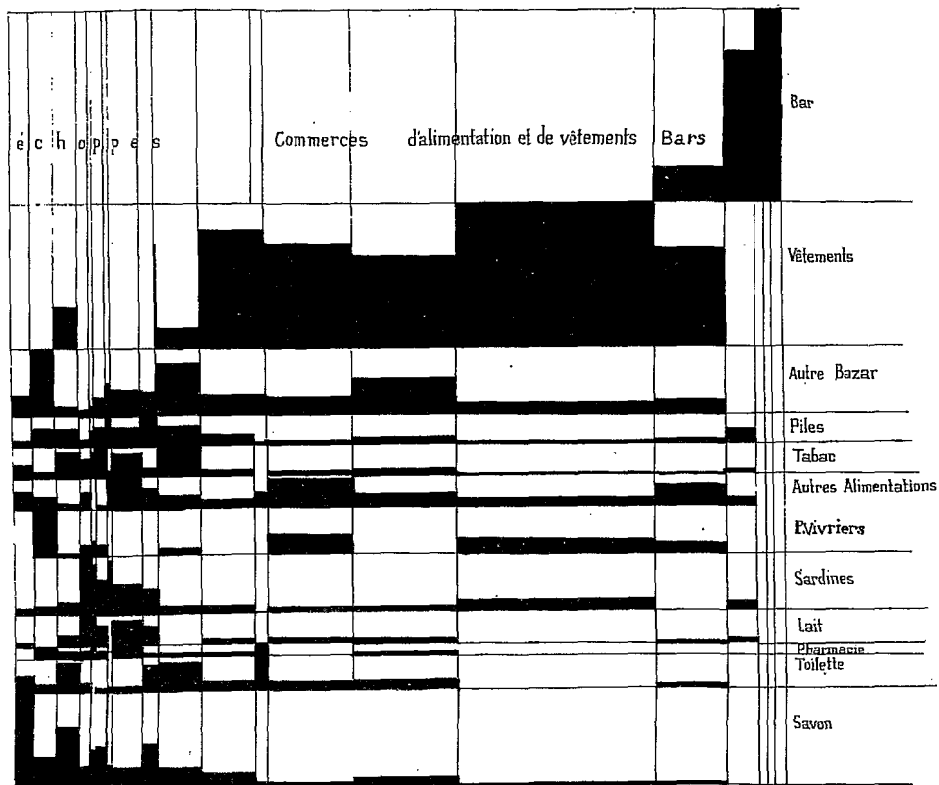
Tableau 31 : Taille moyenne des commerces (Mbandjok 1971)

	nombre	moyenne	fourchette
A. bars ²	4	41 513 F CFA	de 11 825 à 101 135 F CFA
B. échoppes	10	62 083 F CFA	de 16 370 à 146 915 F CFA
C. commerces d'alimentation et de vêtements	6	289 288 F CFA	de 177 590 à 641 645 F CFA ³

1) Un commerçant essaie même d'attirer les cadres expatriés de la SOSUCAM en présentant des boîtes de conserve habituellement appréciées par la clientèle européenne, mais ces expatriés préfèrent faire leurs achats à Yaoundé.

2) Un cinquième bar a été compté comme commerce d'alimentation et de vêtements, ces activités étant dominantes.

3) Nous avons exclu de la fourchette une petite friperie.



| = 5/100 de la valeur totale des stocks (125 000 F CFA)
 | = 20 % de la valeur du stock de chaque commerce
 Produits répartis par catégories

Taille des boutiques d'après leur inventaire

Fig. 19 - Classification des commerces de Mbandjok en mars 1973 d'après leur inventaire

Tableau 32 : Inventaire des commerces de Mbandjok (mars 1971)

	Inventaire moyen d'un commerce en F CFA			Répartition des produits en %			
	A	B	C	A	B	C	total
savon	15	10 613	8 051	2,8	17,1	2,8	6,13
toilette	40	5 290	9 277	3,2	8,5	3,2	4,32
pharmacie	36	1 843	2 115	0	3,0	0,7	1,23
total hygiène	91	17 746	19 443	1,0	28,6	6,7	11,68
lait	545	3 538	4 408	1,3	5,7	1,5	2,54
sardines	1 280	6 349	10 702	3,1	10,2	3,7	5,27
produits vivriers	-	2 932	16 198	-	4,7	5,6	4,98
divers	965	4 872	22 285	2,3	7,8	7,7	7,38
total alimentation	2 790	17 691	53 593	6,7	28,4	18,5	20,17
tabac	567	6 626	5 995	1,4	10,7	2,1	4,15
éclairage	1 830	5 987	8 010	4,0	9,6	2,8	4,75
divers	377	10 729	26 571	1,0	17,3	9,2	10,64
total bazar	2 774	23 342	40 576	6,4	37,6	14,1	19,54
total vêtements	-	3 302	171 947	-	5,3	59,4	42,21
total bar	35 850	-	3 728	86,3	-	1,3	6,58
	41 505	62 082	289 287	100,0	100,0	100,0	100,0

A = Bars B = Echoïpes C = Commerces d'alimentation et de vêtements

Que le lecteur nous pardonne les nombreux détails de ce dernier chapitre consacré aux difficultés du devenir urbain. Nous avons voulu par une description aussi minutieuse que possible évoquer la vie quotidienne à Mbandjok en nous appuyant sur des données quantitatives. Ces données restent ponctuelles et loin de pouvoir présenter un tableau exhaustif, néanmoins elles étayent les observations qualitatives ainsi que les propres opinions que les habitants de Mbandjok ont de leur destin.

conclusion

On pourrait avancer en guise de conclusion que pratiquement seuls la SOSUCAM et les pouvoirs publics investissent à Mbandjok. Le bas niveau des salaires versés en zone rurale, le transfert monétaire au profit du nord du Cameroun, le coût relativement élevé des produits vivriers sur les marchés de l'agglomération, expliquent entre autres la difficulté d'accumuler un capital en vue d'investir, puis de rentabiliser les investissements réalisés. Les commerces et boutiques d'artisans s'installent dans la routine avec des chiffres d'affaires en stagnation, et les salariés ne se lancent pas dans des activités secondaires. Une masse salariale importante est pourtant versée mensuellement, mais elle n'y reste pas et Mbandjok n'en profite pas autant qu'on pourrait l'espérer.

Par ailleurs, Mbandjok apparaît comme un isolat, sans ancrage à un milieu rural environnant. Les salariés vivent en quelque sorte en vase clos sans le support d'une région agricole. Leurs femmes rencontrent des difficultés pour ouvrir des champs de cultures vivrières, et eux-mêmes ne peuvent pas devenir planteurs de cacao par manque d'espace forestier disponible. La réalisation de la ferme de Makanandja soutenue par la Mission Catholique de Mbandjok apparaît comme un palliatif insuffisant à cette situation, d'autant plus que cette initiative opportune n'a pas été relayée par l'action des pouvoirs publics. Le Plan Directeur d'Urbanisme étonne en effet par sa naïveté technocratique : le tracé des rues n'a jamais fait une ville. Or l'urbanisme appliqué à une agglomération en milieu rural, doit prévoir l'articulation entre le centre urbain et sa périphérie agricole.

La situation est telle à Mbandjok que ses habitants connaissent les difficultés des milieux urbains, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement en produits vivriers, et ceci sans jouir des avantages des villes. Ils ont à faire face également aux difficultés des milieux ruraux (salaires plus bas, etc...) sans contrepartie.

En fait, l'implantation d'un complexe agro-industriel sucrier n'est pas chose aisée si on souhaite que non seulement il soit producteur de sucre (sa fonction industrielle), mais aussi inducteur d'un développement urbain et régional (sa fonction économique).

Les promoteurs se trouvent devant des choix dont aucun n'est une solution totale : l'implantation dans une zone faiblement peuplée évite en partie la complexité des problèmes fonciers, mais s'impose alors la nécessité d'aller recruter au loin la main-d'oeuvre nécessaire ; par

contre l'implantation dans une zone plus densément peuplée semble une solution apte à résoudre en partie le problème de la main-d'oeuvre et celui de son approvisionnement en produits vivriers, par contre elle provoque à coup sûr un grave contentieux foncier.

Pourtant Mbandjok qui répond au premier choix (zone faiblement peuplée) aurait pu échapper à ce dilemme de par la proximité d'une région agricole et fortement peuplée : le pays éton (qui coïncide avec le Département de la Lékié). On pouvait en effet penser que cette région alimenterait le complexe agro-industriel à la fois en produits vivriers et en main-d'oeuvre. En fait les promoteurs de Mbandjok attendaient que les Eton répondent à un schéma préétabli et à un déterminisme naïf : on ne dira jamais assez que les mouvements migratoires ne vont pas forcément des zones surpeuplées aux zones environnantes faiblement peuplées. Les mouvements migratoires contemporains répondent pour la plupart à des calculs économiques : les bas salaires de Mbandjok n'intéressent manifestement pas les futurs ouvriers éton qui espèrent trouver mieux à Yaoundé. D'autre part, si les Eton contribuent effectivement à l'approvisionnement du marché vivrier de Mbandjok, ils le font au même prix qu'à Yaoundé puisqu'ils sont aussi les principaux fournisseurs de la capitale. On attendait des Eton qu'ils participent à la croissance de l'agglomération de Mbandjok, sans avoir procédé au préalable aux enquêtes nécessaires¹. Celles-ci auraient sans nul doute souligné combien le pays éton était déjà orienté par Yaoundé du fait de sa proximité, des débouchés offerts par la capitale aux produits agricoles à des prix suffisamment rémunérateurs, de l'espoir des nombreux scolarisés de trouver un emploi administratif en ville, etc... bref d'une situation où les populations ne sont pas disponibles pour n'importe quelle migration, et qui fait que le Département de la Lékié, malgré sa surpopulation, n'est pas le réservoir de main-d'oeuvre souhaité par ceux qui recrutent.

A Mbandjok, les schémas pré-établis se sont donc heurtés à une réalité plus complexe. Ils supposaient une déduction automatique de l'urbanisation par rapport à l'industrialisation. Or la naissance d'un petit centre urbain est un phénomène total qui engage plusieurs niveaux de la vie socio-économique; et une masse de salariés ne saurait suffire, à elle seule, à créer un centre urbain.

Par l'instabilité de ses travailleurs immigrés (en majorité originaires du nord du Cameroun) et leur faible pouvoir d'achat local, par sa non insertion dans les milieux ruraux environnants, Mbandjok est en définitive plus proche d'un campement de travailleurs d'une grande plantation que d'un véritable centre urbain.

1) Les méthodes de prospective sociale peuvent être utilisées AVANT le lancement des opérations de développement. Voir, par exemple, DELPECH B. - Essai de prospective sociale : esquisse d'une communauté pionnière par de jeunes ruraux sud-camerounais, 1977, ONAREST, Yaoundé, 66 p. multigr. coll. Travaux et Documents de l'ONAREST ; et, du même auteur - Le pont de l'enfance et le «projet «1 000 familles», note sur les opinions et aspirations de jeunes paysans de la Lékié - 1976, ONAREST, Yaoundé, 25 p. multigr.

Toute agglomération née d'une industrialisation et donc d'un appel de la main-d'oeuvre, présente un peuplement hétérogène. Il est en effet rare que la main-d'oeuvre et les cadres puissent être fournis par le milieu rural environnant. Cette hétérogénéité va de pair avec une différenciation sociale s'appuyant sur la division du travail. Un complexe agro-industriel sucrier, tel que la SOSUCAM, emploie des cadres supérieurs, des employés de bureau, des ouvriers d'usine et des manoeuvres agricoles. De là un processus de stratification sociale pouvant à son terme aboutir à l'apparition de véritables classes sociales. Dans la phase actuelle cette stratification se trouve en quelque sorte accélérée par :

. une ségrégation de l'habitat

La cité des cadres est bien à l'écart du reste de l'agglomération, et n'est nullement intégrée dans le plan directeur d'urbanisme.

Il en est de même des logements construits par la SOSUCAM pour aider les manoeuvres agricoles: ces logements prennent l'aspect de véritables camps de travailleurs et n'ont pas été prévus dans le plan directeur d'urbanisme (ils sont construits d'ailleurs sur les terres réservées à la SOSUCAM, autour de l'usine). Nous pouvons rappeler ici la note exotique que quelques migrants tupuri ont ajoutée à proximité de l'usine avec leurs cases rondes au toit de chaume pointu.

. les relations inter-ethniques

Les clivages ethniques recourent la stratification sociale: les cadres sont des expatriés, les employés des bureaux et les ouvriers de l'usine sont en majorité des originaires du sud du Cameroun, les coupeurs de cannes à sucre sont des "nordistes".

L'agglomération de Mbandjok, à sa naissance même, est donc dotée d'une situation porteuse de conflits sociaux, où la co-habitation des groupes risque d'être vécue sous la forme d'antagonismes ethniques. Dès sa naissance l'agglomération présente des contradictions internes entre les groupes sociaux qui la composent: c'est sans doute en ces termes qu'il faudra suivre désormais l'évolution de Mbandjok.

épilogue 1977

Mbandjok en 1977 ressemble davantage qu'en 1971 à une agglomération qui veut devenir urbaine. Le lotissement, coeur du plan directeur d'urbanisme, est maintenant occupé par de nombreuses cases construites en dur et semi-dur. Quelques arbres y poussent marquant ainsi le paysage d'une note d'ancienneté. Une mission d'urbanisme veille scrupuleusement au respect de ce plan directeur et des normes prescrites pour l'habitat. Les bâtiments administratifs tels que la sous-préfecture, ne sont plus isolés comme ils l'étaient en 1971. Ils sont désormais reliés au tissu urbain par un habitat plus continu. Des services publics se sont installés et Mbandjok s'enorgueillit même d'avoir une succursale de la B.I.A.O. (Banque Internationale de l'Afrique de l'Ouest) et un Centre Développé de Santé (C.D.S.) où des personnes peuvent être hospitalisées. Des classes pour un enseignement secondaire sont en construction. Les missions religieuses (missions catholiques, mission adventiste, lieu de prière pour les musulmans) ont également pris place dans le lotissement.

Hors de ce lotissement, les quartiers Mambrah, Nkol Eton et Le Plateau ont été maintenus. Il s'est avéré utopique de vouloir faire déguerpir une population qui n'avait pas les moyens d'accéder aux lots. Le Plateau va même être agrandi jusqu'aux rails de la ligne de chemin de fer, pour faire face à la demande. En effet, Mbandjok doit non seulement loger les salariés de la SOSUCAM dont le nombre a fortement augmenté depuis 1971: il varie de 2 500 à 2 800 selon qu'on est en inter-campagne ou au temps fort de la récolte (les salariés de la SOSUCAM étaient au nombre de 1 600 en mars 1971) ; mais aussi une partie du personnel de la CAMSUCO (2ème complexe agro-industriel sucrier qui s'est ajouté à la SOSUCAM depuis 1975). De nombreux salariés de la CAMSUCO n'ont pas encore accès aux cités construites (celles-ci ont en août 1977 une capacité de 1 124 ménages), et ils louent pour la plupart des chambres à Mbandjok¹. Une navette de camions amène chaque jour ces travailleurs dans les plantations de la CAMSUCO à quelques 20 km.

La SOSUCAM tenant compte des difficultés pour recruter de la main d'oeuvre, a construit un camp de travailleurs entre le quartier Mambrah et l'usine.

Le tissu urbain de l'agglomération s'est donc renforcé, et on évalua la population totale de Mbandjok à 8 900 habitants lors du recensement général de la population camerounaise en avril 1976.

1) environ 1 500 salariés d'après les estimations de la sous-préfecture.

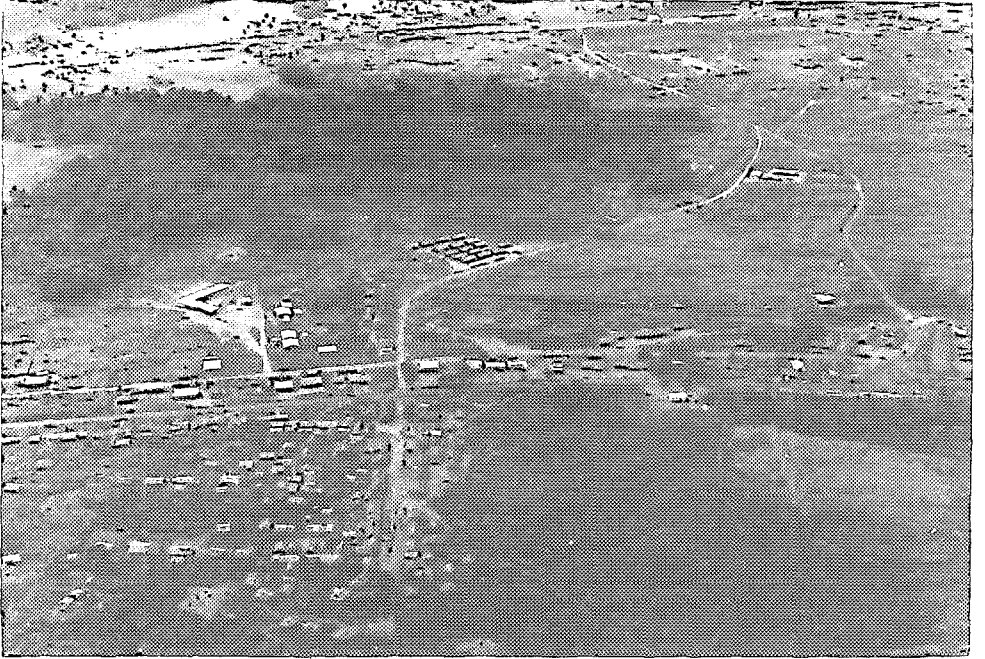
Cependant les difficultés du devenir urbain que nous avons évoquées dans notre rapport d'enquête de 1971, demeurent les mêmes et par certains côtés s'accroissent : la vie continue à être très chère à Mbandjok car le marché demeure insuffisamment approvisionné pour faire face à la demande, les originaires du nord du Cameroun restreignent toujours leur consommation sur place, les bénéficiaires des commerçants restent soumis au rythme des jours de paie, enfin les immigrés, dans leur majorité, n'ont toujours pas accès aux terres. Sur ce dernier point, on doit noter l'initiative récente des pouvoirs publics qui viennent de lancer une opération "ceinture verte" autour de Mbandjok : 13,75 ha ont été distribués par la sous-préfecture à 55 bénéficiaires à raison de 0,25 ha par exploitant (notre enquête de 1971 portant sur 30 exploitations de ressortissants du quartier Nkol-Eton donnait une moyenne de 0,17 ha par exploitant ; à cette date là, ces ressortissants étaient des immigrés qui s'étaient arrangés directement avec des autochtones pour avoir accès à la terre).

Par contre, nous devons déplorer l'échec de la ferme de Makandja qui n'a pas survécu au départ de son promoteur, le Père Griaud de la Mission Catholique.

Mais, le fait dominant des dernières années est l'installation d'un second complexe agro-industriel sucrier, la CAMSUCO, à Nkoteng, entre Mbandjok et Nanga-Eboko. Aux 2 800 salariés permanents et temporaires de la SOSUCAM, viennent s'ajouter près de 5 000 salariés permanents et temporaires de la CAMSUCO. D'autres complexes agro-industriels s'annoncent dans l'avenir : la Sanaga Rice Corporation entre Nkoteng et Nanga-Eboko, un complexe d'ananas au nord de la Sanaga et à l'est de Ntui, etc... Ces entreprises seront, elles aussi, grandes consommatrices de main d'oeuvre.

Mbandjok se retrouve aujourd'hui à la tête d'un espace régional appelé à être de plus en plus industrialisé, et que l'on peut déjà comparer à la région de Buéa.

planches photographiques



*Mbandjok à ses débuts :
le centre de l'ancien village (à droite), le quartier
Mambrah (premier plan) proche de la route. Au fond, la voie ferrée.*



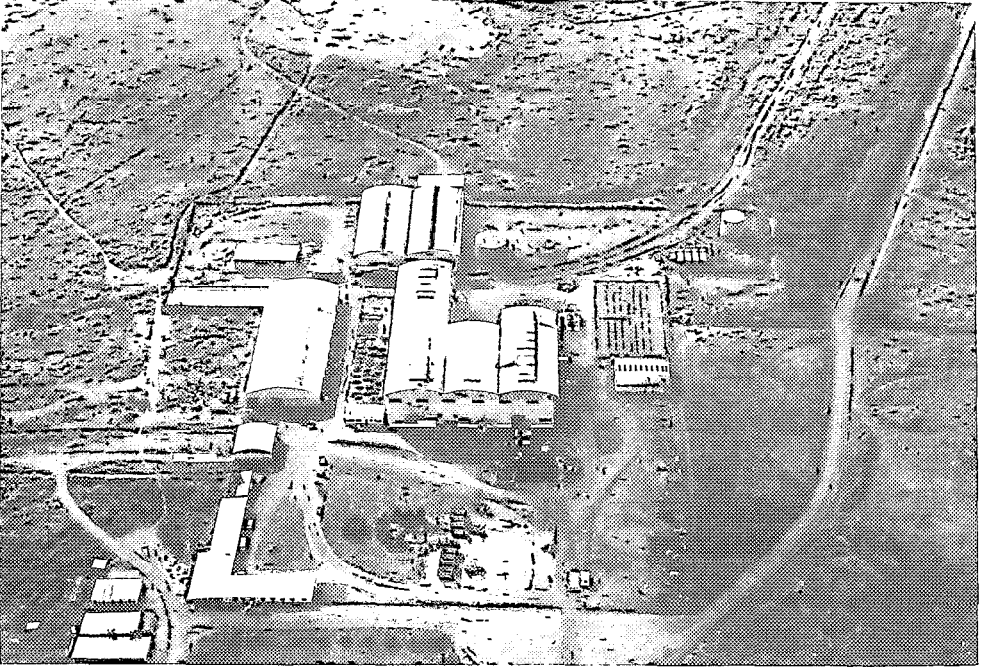
*Au marché : des paniers de farine de manioc
importés de l'est et même du nord du pays.*



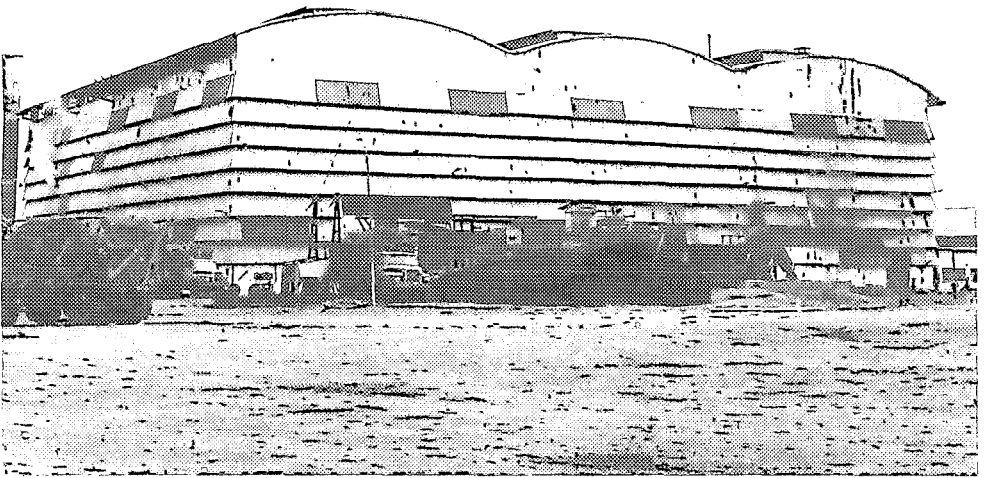
*Le lotissement du centre urbain,
réservé aux constructions en dur, est resté longtemps vide...*



*...alors que le quartier du plateau se développait
près de la mission catholique, sur un simple tracé
géométrique de rues... à deux kilomètres du centre.*



L'ensemble industriel de la SOSUCAM.



L'arrivée à l'usine des camions chargés de cannes à sucre.

table des matières .

REMERCIEMENTS	133
INTRODUCTION	135
I. LE CHOIX DE MBANDJOK	139
Le pays vuté	141
Pourquoi Mbandjok ?	144
II. LE COMPLEXE AGRO-INDUSTRIEL	147
Les plantations	150
L'usine	151
La production	152
III. UNE VILLE AVORTEE ?	153
L'immigration à Mbandjok	155
Les "Mosi" du nord du Cameroun	160
Plan d'urbanisation et habitat spontané	169
IV. LES DIFFICULTES D'UN DEVENIR URBAIN	173
Une masse salariale fuyante	175
Un approvisionnement difficile	180
Situation du commerce local	191
CONCLUSION	203
EPILOGUE 1977	209
PLANCHES PHOTOGRAPHIQUES	213
TABLE DES MATIERES	219